

que faire?

revue communiste

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

— Sommaire —

EDITORIAL : DU 14 juillet aux Décrets-Lois	page 1
Lénine et le « Gouvernement du Front Populaire » en Russie.....	page 7
P. LENOIR : Le parti socialiste dans le Front Populaire	page 11
TRIBUNE DE DISCUSSION - P. RIMBERT : Défense de l'U.R.S.S. et le défaitisme	page 18
JEAN-JACQUES : Union sacrée ou défaitisme ?	page 24
NOTES : Une nouvelle « opposition » en Pologne	page 27
La Conférence contre l'Union sacrée	page 28
VIE DU PARTI : Chassez les fascistes du 14°	page 29
REVUE DES REVUES - BOITE AUX LETTRES	page 31

N° 8

Àout 1935

PRIX

1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V^e

Chèque Postal Paris 1290-77

La Revue "Que Faire" se propose :

1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;

2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la revision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;

3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;

4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;

5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

DU 14 JUILLET AUX DECRETS-LOIS

Cette foule prolétarienne immense, entraînant avec elle nombre d'éléments petits-bourgeois, venue le 14 juillet, poussée par son instinct de classe et sa haine contre le fascisme, où la conduit-on ?

Thorez, Duclos, Marty, Monmousseau ont fait le serment de rester unis avec Daladier-Cot, Jouhaux et Violette pour la défense de la Démocratie. On appelle les prolétaires révolutionnaires à renouveler ce serment qui les soumet à la domination de la bourgeoisie parlementaire, qui les exhorte à abandonner le chemin de la révolution prolétarienne.

La célèbre phrase que Jules Guesde prononçait il y a trente-cinq ans dans sa controverse contre Jaurès à l'Hippodrome de Lille pourrait retentir aujourd'hui avec plus d'actualité que jamais :

« Et alors, nous avons vu, camarades, ce que j'espérais pour mon compte ne jamais voir, nous avons vu la classe ouvrière, qui a sa République à faire, comme elle a sa Révolution à faire, appelée à monter la garde autour de la République de ses maîtres, condamnée à défendre ce qu'on a appelé la civilisation capitaliste. »

Prolétaires, disent les chefs du Front populaire, détournons-nous de la Révolution prolétarienne ! Car, sachez-le bien, leur dit Herriot dans l'« Œuvre » du 14 juillet : « La République est le régime définitif de la France et nous n'y laisserons pas toucher. Nous ne voulons pas de la guerre civile. » A ce régime vous devez rester définitivement soumis !

D'accord, surenchérit la direction du Parti Communiste, nous sommes pour la réconciliation de la classe ouvrière avec la « République de ses maîtres », et au nom de la direction du Parti Communiste, Duclos définit le rassemblement populaire du 14 juillet comme « l'exemple magnifique de la véritable réconciliation française ».

La lutte de classe, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour le socialisme n'était qu'une aberration ; tous les véritables français doivent se réconcilier sous les plis du drapeau tricolore.

Aberration que d'avoir pensé, après Marx et Lénine, que l'appareil de l'Etat capitaliste, son armée, sa police, étaient au service exclusif de la classe dirigeante. Les prolétaires doivent

rejeter et piétiner désormais ces thèses subversives. Ils doivent « saluer dans les armées de terre, de mer et de l'air les forces nationales constituées pour la défense de la liberté ; l'armée est au service de la Nation ». Cet appel, lu par le député radical Rucart, au nom du Comité d'organisation unanime, devient la charte véritable du Front populaire.

Le commandement de Staline, lancé par l'intermédiaire de Laval, est suivi à la lettre. Le pacifisme petit-bourgeois d'Amsterdam-Pleyel a parcouru son cycle naturel et s'est transformé en son contraire : l'apothéose de la « Paix » est devenue l'apothéose de l'Armée de l'impérialisme français mensongèrement présentée au service de la Nation pour la défense de la liberté.

Le 14 juillet 1935 restera la date officielle du passage de la direction du Front populaire sur les positions de la paix de classes et de l'union sacrée. Et l'histoire retiendra que la direction du Parti Communiste constitua l'élément le plus actif, le facteur principal pour pousser le prolétariat révolutionnaire à abandonner son propre terrain de combat, son idéologie et ses objectifs de classe pour adopter ceux de la classe ennemie

**

Si les masses prolétariennes, trompées par ceux en qui elles ont mis toute leur confiance, ne peuvent pas encore prendre conscience de ce gigantesque tour à droite qui leur fait tourner le dos à la révolution, il n'en est pas de même pour les hommes politiques avisés de la bourgeoisie française.

Dans l'« Ere Nouvelle » du 13 juillet, le radical Albert Milhaud triomphe. Quel revirement ! Quelle revanche sur le marxisme ! Désormais pourquoi s'effrayer du prolétariat révolutionnaire, puisque ses chefs officiels se chargent eux-mêmes de lui faire réintégrer sa cage tricolore au chant de la Marseillaise ? Dans cette émulation de républicanisme bourgeois « les néophytes, bien entendu, vont un peu fort. Mais c'est la tradition des néophytes ». Il n'est que de s'en féliciter. »

A l'autre bout du camp bourgeois, l'ultra-réactionnaire Henri Bordeaux, dans l'« Echo de Paris » du 16 juillet, se félicite de reconnaître le caractère bien français de la manifestation du Front populaire. En effet, le comité d'organisation a intimé aux travailleurs étrangers l'ordre de ne point se mêler au rassemblement et d'avoir, ce jour-là, à rester chez eux... Henri Bordeaux voit dans l'armée qui vient de défiler à l'Etoile le point de fusion et la synthèse des deux cortèges du 14 juillet : celui de Laval-de La Rocque et celui de Thorez-Daladier.

Après le « Petit Parisien », après le réactionnaire Edouard Helsey dans le « Journal », c'est l'homme de Tardieu, Marcel Lucain, l'éditorialiste de « Paris-Midi » qui constate le caractère national de la manifestation monstre de la Bastille et se réjouit hautement de « l'évolution singulière du communisme ».

Les uns et les autres se posent la question : n'y a-t-il pas de manœuvre dans ce changement total de la doctrine du Parti Communiste ? Mais tous, de Milhaud à Lucain, donnent à cette question une même et pertinente réponse : « les faits n'en restent pas moins évidents ». Que ce soit au nom de l'Antifascisme ou au nom de la Nation, au nom de Dieu ou au nom du Diable, qu'importe : le résultat est là. La classe ouvrière est engagée par ses chefs eux-mêmes dans la voie de « l'apaisement » et dans « une sorte de nationalisme véhément excluant l'antimilitarisme et l'antipatriotisme ».

Au lendemain du 14 juillet, Laval-Herriot peuvent publier leurs décrets-lois. Ils savent que la direction du « Front populaire » (et surtout, dans cette dernière, les dirigeants du Parti Communiste) s'est, d'enthousiasme, constituée prisonnière entre les mains de la bourgeoisie radicale. Ils savent que la lutte de masse contre les décrets-lois ne pourra qu'être freinée le plus possible par la direction du Parti Communiste qui est obligée, vu toute sa politique actuelle, d'éviter toute peine -- même légère -- aux ministres radicaux et à tout subordonner à la présence des chefs radicaux en tête du « Front populaire ».

Si les ouvriers de ce pays acceptent de se laisser juguler par ceux qu'ils ont à la tête de leurs organisations, s'ils sont conduits ainsi à abandonner l'internationalisme et la lutte de classe, les buts mêmes que se fixe la bourgeoisie française seront atteints. L'essentiel pour la bourgeoisie, c'est de pouvoir exploiter sans crainte la classe ouvrière, d'être sûre de l'avoir à sa pleine disposition, à la fois comme chair à travail et comme chair à canon.

Or, c'est précisément à cette besogne que se sont attelés les chefs du « Front populaire ».

**

La direction du « Front populaire » est devenue un instrument pour le désarmement et la soumission des masses populaires.

Elle illusionne ces masses avec la perspective d'un « gouvernement de combat », avec « Daladier au pouvoir ». C'est ce gouvernement, assurent les dirigeants du « Front populaire », qui donnera « du pain pour tous, du travail pour les jeunes, qui assurera la paix, qui abattra les féodalités économiques, qui désarmera les ligues fascistes ».

Quelle dérision et quelle honte !

Aucun gouvernement capitaliste, quel qu'il soit, ne peut abattre les « féodalités économiques », c'est-à-dire l'oligarchie financière. Quand on souligne le nombre minime de magnats financiers, les 200 familles qui dominent la France et qu'on y oppose les millions de travailleurs, on veut éveiller l'idée que le renversement de la minorité infime de maîtres du pays est une

chose relativement simple. En réalité, la puissance de l'oligarchie financière est énorme, car elle a à sa disposition l'appareil de l'Etat, la force armée, la presse, les moyens multiples de pression économique et bien d'autres ressources matérielles et intellectuelles. On ne peut abattre « les féodalités économiques » sans le renversement révolutionnaire de l'Etat actuel qui est leur gardien. Parler de la prise de la Bastille financière, et remettre aux calendes la révolution prolétarienne est un non sens cela signifie semer les pires illusions chez les travailleurs.

De même aucun gouvernement capitaliste n'assurera véritablement la paix, que seul un régime socialiste est capable d'instaurer. Vérité élémentaire, exposée et prouvée tant de milliers de fois depuis Marx et Engels, qu'on a presque honte d'avoir à la renouveler aujourd'hui.

Attendre « du travail et du pain » des mains de « Daladier au pouvoir » n'est pas une mystification moins cruelle. La classe capitaliste restant au pouvoir, il n'y a pas d'autre chemin pour sortir de la crise que la misère encore accentuée des masses. Seul le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie au pouvoir et la prise du pouvoir par le prolétariat pourra résoudre la crise au profit des masses laborieuses et au détriment des classes possédantes.

La théorie marxiste et toute l'expérience historique ont surabondamment prouvé et vérifié ces notions élémentaires. Pas un seul des mots d'ordre du « Front populaire » n'est réalisable par le gouvernement Daladier qui est devenu l'espoir suprême et la suprême pensée de la direction officielle du Parti Communiste.

La faillite honteuse, la banqueroute frauduleuse d'un tel gouvernement est chose inévitable, surtout dans la mesure où le prolétariat révolutionnaire, abandonnant sa politique indépendante de classe, se prive du moyen essentiel de pression sur un gouvernement de ce genre. Il n'est pas jusqu'à la dissolution et au désarmement des ligues fascistes par un tel gouvernement qui ne soit une duperie.

Ces ligues pourront être mises momentanément en réserve sous la pression d'en bas, s'exerçant malgré le frein constitué par la direction du « Front populaire ». Mais du moment où le pouvoir reste dans les mains de leurs chefs réels -- les maîtres capitalistes de la France -- la menace de leur réapparition pèsera constamment sur le pays.

Par sa politique actuelle, la direction du Parti Communiste qui, jusqu'à aujourd'hui, rassemble le plus grand nombre de prolétaires avancés, prépare une désillusion terrible des masses à la suite de la banqueroute inévitable du « gouvernement du Front populaire » incapable, même s'il le voulait, de réaliser ses promesses actuelles. Cette désillusion peut amener les masses affo-

lées, désorientées, pleines de haine envers les partis qui les auront trompées, dans les rangs du fascisme.

Cette évolution n'est pas fatale. Mais on peut dire, en s'appuyant sur toute l'expérience historique, que si le fascisme ne vainc pas en France, cela ne sera pas l'effet de la politique des dirigeants du « Front populaire », cela sera fait **malgré** leur politique. Le recul de la réaction et des ligues, depuis le 6 février 1934, est dû à la grève générale du 12 février et à la lutte de rues des travailleurs contre les chefs des ligues. Comme maintes fois dans l'histoire, les politiciens bourgeois et petits-bourgeois, qui étaient absents au moment où le peuple luttait contre la réaction (où étaient donc Daladier, Frot et autres Cot le 12 février et lors des luttes de rues contre les fascistes ?), s'amènent après le coup pour recueillir les fruits de la victoire et pour « sauver la situation ». En réalité, ils font tout pour gaspiller ces fruits, pour escamoter les résultats de la bataille, pour préparer le retour offensif de la réaction. C'est le sens de leur politique du « Front populaire ».

..

Au moment où la situation économique tragique étale l'impuissance et la faillite du régime bourgeois, au moment où les réformistes eux-mêmes sont obligés de reconnaître « la faillite du réformisme », l'impossibilité d'une lutte pour les réformes dans le cadre du régime, au moment où la situation elle-même met le socialisme à l'ordre du jour, il s'agit d'expliquer aux masses d'ouvriers, de semi-prolétaires, de petits paysans constituant la masse du Front populaire, que l'alliance avec la bourgeoisie de gauche ne peut qu'aggraver leur misère, leurs souffrances, leur esclavage. Seules des mesures audacieuses et vigoureuses contre les maîtres capitalistes de ce pays, mesures ayant pour but de mettre fin à l'anarchie capitaliste, au désordre, au chômage par la mise à la disposition de la collectivité des stocks qui s'accumulent, inutilisés, par l'organisation rationnelle, sous le contrôle des travailleurs, de l'échange des produits non écoulés, en un mot, les mesures préparatoires pour le socialisme, voici le seul programme réel pour résoudre la crise, pour abattre les féodalités économiques, pour donner du travail aux jeunes et du pain à tout le monde. Mais pour réaliser ce programme, on ne peut compter sur les chefs du « Front populaire », il faut que le pouvoir passe aux mains des ouvriers et des petites gens qui sauront, en dehors des politiciens capitalistes, de la bureaucratie, de la police, résoudre, dans leur intérêt, les problèmes de l'heure.

Les événements, depuis le 14 juillet, confirment cette vérité élémentaire pour tout communiste. Le 14 juillet, le courant

révolutionnaire des masses laborieuses a été canalisé vers ce but : Daladier au pouvoir ! Un gouvernement du Front populaire.

Quelques jours à peine se sont écoulés, et les décrets-lois, brutalement, cyniquement, tombent sur la masse comme une douche d'eau froide. C'est le ministère Laval qui a pris ces décrets-lois. Oui, mais ce ministère compte dans son sein des radicaux, et parmi eux Edouard Herriot à qui Thorez proposait, il n'y a pas longtemps à la Chambre, de le soutenir s'il voulait former un ministère radical qui défende les petits. Et les radicaux du « Front populaire », qu'elle est leur position devant ces mesures iniques ? Naturellement ils les acceptent avec quelques grognements peut-être mais ils ne peuvent désavouer leurs ministres. D'autre part, que faire ? Ou bien les décrets-lois, ou bien la chute du ministère. Et la chute du ministère, c'est peut-être le saut dans l'inconnu : voilà ce qui effraye, par avance, les chefs radicaux du « Front populaire ».

Daladier, Frot, Cot, ces futurs dirigeants du gouvernement du « Front populaire », que pensent-ils des décrets-lois ? Qu'attendent-ils pour se mettre à la tête d'une croisade contre Laval et balayer ce ministère de décrets-lois ? Hélas ! pour faire une croisade, il faut faire appel à la masse. Et la masse, on sait quand on la met en marche, mais nul ne sait où elle s'arrêtera. Camille Desmoulin, au jardin du Palais-Royal, appela le peuple à la prise de la Bastille, mais le peuple en marche ne s'arrêta pas là ; et le 5 avril 1794, Desmoulin laissait sa tête sur l'échafaud, en compagnie de Danton.

Ce sale tour, l'Histoire pourrait bien le jouer à Daladier. Aussi, la victoire du « Front populaire », dans laquelle la masse entrerait en scène, ne lui sourit pas tant que cela. « Daladier au pouvoir ! » criait-on place de la Bastille. Mais de la Bastille à l'Opéra, Daladier a fondu sous les rayons ardents des décrets-lois.

Le 14 juillet, les dirigeants du parti faisaient acclamer Daladier comme le futur président du Conseil, comme le chef d'un gouvernement qui ferait payer les riches et défendrait les pauvres ; et celui-ci souriait avec joie aux acclamations.

Le 19 juillet, la lutte commence. La lutte des petits contre les gros. Mais Daladier n'est pas là. Etre président du Conseil, parader dans une manifestation pacifique sous le drapeau tricolore au milieu des « Daladier au pouvoir ! » voilà qui est bien. Mais engager la lutte contre les gros, contre les décrets-lois, contre Laval-Herriot, non ! Daladier a d'autres préoccupations.

La critique des événements est vraiment impitoyable. La baudruche d'un gouvernement Daladier qui défendrait les petits a été gonflée le 14 juillet à la Bastille ; et, le 19 juillet -- 5 jours après -- elle a été crevée à l'Opéra. Là, les fonctionnaires, les cheminots, les travailleurs des services publics et avec eux l'ensemble du prolétariat ont eu la possibilité de se convaincre que ni Daladier, ni un gouvernement du « Front populaire », mais eux, et eux seuls, pourront se défendre.

La lutte révolutionnaire contre les décrets-lois, contre le gouvernement Laval-Herriot, non pas une lutte de parades, de démonstrations théâtrales ou d'ordres du jour « menaçants » et emphatiques, mais une lutte effective, qu'il s'agit de préparer immédiatement : manifestations dans tout le pays, manifestation nationale, grèves partielles et même générale. Voilà le seul chemin qui fera reculer le gouvernement et mènera à la victoire. C'est sur ce chemin que Joivent s'engager les travailleurs s'ils ne veulent pas être battus.

Chaque communiste, chaque marxiste révolutionnaire doit alerter ses compagnons de combat, arracher de leurs yeux le bandeau épais de la confiance enthousiaste et de la griserie d'un triomphe apparent pour leur montrer ce véritable chemin : vers la victoire.

Afin de mener ce travail à bien, il faut rassembler les révolutionnaires prolétariens conscients pour mener victorieusement le travail d'éclaircissement de masses sous le signe de la rénovation du P.C. actuel et pour orienter de façon juste, révolutionnaire, les masses assemblées dans le « Front populaire ».

QUE FAIRE ?

Lénine et le Gouvernement du front populaire en Russie

Nous ne pouvions nous imaginer une meilleure contribution à l'étude de la situation actuelle, que l'article de Lénine, écrit il y a 29 ans et publié dans le numéro 6 du 11 juillet 1906 du journal bolchevik « Echo ».

Le puissant mouvement populaire -- la révolution de 1905 -- oblige l'autocratie tsariste aux concessions importantes, en particulier, à la convocation de la « Douma », assemblée législative élue au suffrage populaire limité, dont les pouvoirs sont assez restreints par rapport à la monarchie. Le but du prolétariat révolutionnaire est non pas la « Douma », mais l'assemblée constituante souveraine que, seul, un gouvernement révolutionnaire pourrait convoquer.

Le parti constitutionnaliste-démocrate (Cadets), parti bourgeois le plus influent à la « Douma », pose sa candidature au pouvoir, sous forme du « Ministère de la Douma », ministère de la majorité parlementaire. Les mencheviks soutiennent ce mot d'ordre, appellent les ouvriers à l'action pour réaliser un gouvernement du front populaire, pardon, de la Douma.

Lénine explique pourquoi les bolcheviks combattaient ce mot d'ordre. A cette occasion, il montre la différence fondamentale qui sépare les opportunistes des marxistes dans la lutte pour les réformes.

Les notes, sauf une (marquée note de Lénine), sont celles de la rédaction.

N.D.L.R.

ENCORE UNE FOIS SUR LE MINISTÈRE DE LA DOUMA

« Il faut choisir » -- c'est par ce raisonnement que les opportunistes se sont toujours justifiés et continuent à se justifier. On ne peut pas arriver aux grandes choses d'un seul coup. Il faut lutter pour des objectifs moins grands, mais réalisables. Comment peut-on définir les choses réalisables ? Par l'accord du plus grand nombre de partis politiques ou de politiciens les plus « influents ». Plus grand est le nombre des hommes politiques approuvant une petite réforme et plus il est facile de l'atteindre, plus il est facile de la réaliser. Il ne faut pas être un utopiste et exiger davantage. Il faut être un homme politique réaliste, exiger de petites choses, qui, une fois atteintes, faciliteront la lutte pour de grands objectifs. Nous considérons les petites choses comme l'étape la plus sûre dans la lutte pour de grands objectifs.

Ainsi raisonnent, contrairement aux révolutionnaires, tous les opportunistes, tous les réformistes. C'est justement ainsi que raisonnent les social-démocrates de droite à l'égard du ministère de la Douma. L'Assemblée constituante c'est une grande revendication. On ne peut l'atteindre sur-le-champ (1). Cette revendication est encore loin d'être appuyée consciemment par tout le monde. (*) Mais pour un ministère de la Douma se prononce toute la Douma, c'est-à-dire la grande majorité des hommes politiques, c'est-à-dire « tout le peuple ». Il faut choisir entre le mal présent et son redressement si minime soit-il, étant donné que le plus grand nombre de ceux qui sont en général mécontents du mal existant, se prononcent pour le redressement « si minime » soit-il. Une fois la petite revendication atteinte, nous rendrons plus aisée la lutte pour des revendications plus importantes.

Nous le répétons : c'est cela le raisonnement essentiel et typique de tous les opportunistes de tous les pays. Ce raisonnement, à quelle conclusion inévitable mène-t-il ? A la conclusion qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un programme révolutionnaire, une tactique révolutionnaire. Il ne faut que des réformes, et c'est tout. La social-démocratie révolutionnaire n'est pas nécessaire, il faut un parti de réformes démocratiques et socialistes. En effet, n'est-il pas évident qu'il y a toujours dans le monde des gens qui se rendent compte de l'insuffisance de l'existant ? Bien sûr, il y en a toujours. N'est-il pas évident aussi que le plus grand nombre de mécontents se prononcera toujours pour la plus petite amélioration de cette situation insuffisante ? Bien sûr, toujours il s'agit donc pour nous autres, les plus avancés et les plus « conscients » des hommes, de soutenir toujours les plus petites revendications ayant trait au redressement du mal. C'est une affaire qui promet le plus, la plus pratique et tous les bavardages sur des revendications « fondamentales », etc., ne sont que des phrases d'« utopistes », de simples « phrases révolutionnaires ». Il faut choisir... et il faut toujours choisir entre le mal existant et le plus petit des projets en cours, aux fins de redresser ce mal.

C'est ainsi justement que raisonnaient les opportunistes allemands de la social-démocratie. Il existe d'ailleurs un courant social-libéral qui revendique la suppression des lois exceptionnelles dirigées contre les socialistes, la diminution de la journée de travail, des assurances en cas de maladie, etc. Ces revendications sont appuyées par une partie non négligeable de la bourgeoisie. Ne la repoussez pas de vous par des sorties dénuées de tact, tendez-lui la main, soutenez-la -- alors vous deviendrez des hommes politiques réalistes, alors vous apporterez à la classe ouvrière une aide, quoique petite mais réelle, et votre tactique ne portera préjudice qu'aux phrases creuses sur la « révolution ». N'importe comment vous ne ferez pas à présent la révolution. Il faut

(*) La minorité de la Douma est pour cette revendication (Note de Lénine).

choisir entre la réaction et la réforme, entre la politique de Bismarck et la politique de l'« Empire social ».

A l'instar des bernsteiniens raisonnaient les socialistes ministériels (2) de France. Il faut choisir entre la réaction et les radicaux bourgeois qui promettent la mise en pratique d'une série de réformes. Il faut soutenir ces radicaux, soutenir leurs ministères, les phrases sur la révolution sociale ne sont qu'un bavardage de « blanquistes », d'« anarchistes », d'« utopistes », etc.

En quoi consiste la faute essentielle de tous ces raisonnements opportunistes ? Dans tous ces raisonnements, la théorie socialiste de la lutte de classes, en tant qu'unique et réel moteur de l'histoire, est remplacée en fait par la théorie bourgeoise du progrès « solidaire », « social ». D'après les enseignements du socialisme, c'est-à-dire du marxisme (on ne peut pas parler à présent sérieusement d'un socialisme non-marxiste), c'est la lutte révolutionnaire de classes qui est le moteur réel de l'histoire ; les réformes ne sont qu'un sous-produit de cette lutte, un sous-produit parce qu'elles expriment les tentatives avortées d'affaiblir, d'estomper cette lutte, etc. D'après les enseignements des philosophes bourgeois, c'est la solidarité de tous les éléments de la société qui ont pris conscience de la « défectuosité » de telle ou telle institution, qui est le moteur du progrès. Le premier enseignement est matérialiste, le second idéaliste. Le premier : révolutionnaire, le second : réformiste. Le premier conditionne la tactique du prolétariat dans les pays capitalistes actuels, le second : la tactique de la bourgeoisie.

Du second enseignement découle la tactique des progressistes bourgeois vulgaires : soutiens partout et toujours « ce qui est mieux » ; choisis entre la réaction et la force la plus modérée dans le camp de ceux qui s'opposent à la réaction. Du premier enseignement découle une tactique indépendante révolutionnaire de la classe avancée. Dans aucun cas nous ne réduisons notre tâche au soutien des mots d'ordre les plus courants de la bourgeoisie réformiste. Nous poursuivons une politique indépendante en mettant en avant seulement les mots d'ordre de réformes qui, infailliblement, servent les intérêts de la lutte révolutionnaire qui élèvent infailliblement l'indépendance, la conscience et la combativité du prolétariat. C'est seulement par une telle tactique que nous rendons toujours inoffensives les réformes d'en haut, ayant toujours le caractère de demi-mesures, toujours hypocrites, toujours chargées de souricières bourgeoises ou policières.

Plus encore. C'est seulement par une telle tactique que nous faisons réellement avancer l'œuvre de réformes sérieuses. Ceci paraît un paradoxe, mais ce paradoxe a trouvé sa vérification dans toute l'histoire de la social-démocratie internationale : la tactique des réformistes assure le moins la mise en pratique des réformes et leur réalité. La tactique de la lutte révolutionnaire de classe assure le mieux l'un et l'autre. En fait, les réformes sont conquises précisément par la lutte révolutionnaire de classe, son indépendance, sa force de masses, son acharnement. C'est seulement dans la mesure où la lutte est puissante que les réformes, qui sont toujours hypocrites, à double face, pénétrées de l'esprit de Zoubatov (3) sont réelles. En confondant nos mots d'ordre avec les mots d'ordre de la bourgeoisie réformiste, nous affaiblissons la cause de la révolution, par conséquent aussi la cause des réformes, affaiblissons par là l'indépendance, la fermeté et la force des classes révolutionnaires.

Un lecteur dira peut-être : à quoi sert de répéter cet A.B.C. de la social-démocratie révolutionnaire internationale ? Parce qu'on l'oublie, comme c'est le cas de la « Voix du Travail » (Golos Trouda) (4) et de nombreux camarades mencheviks.

Un ministère de la Douma ou un ministère de Cadets constitue justement

cette réforme hypocrite, à double face, pénétrée de l'esprit de Zoubatov. Oublier son importance réelle -- une expérience de manigances entre des cadets et l'autocratie -- c'est remplacer le marxisme par la philosophie libérale-bourgeoise du progrès. En soutenant une telle réforme, en l'incorporant dans le nombre de nos mots d'ordre, nous affaiblissons par là la netteté de la conscience révolutionnaire du prolétariat, son indépendance et sa combativité. En soutenant d'un bout à l'autre nos anciens mots d'ordre révolutionnaires, nous renforçons par là la lutte réelle, nous renforçons, par conséquent, la probabilité de la réforme et la possibilité de nous en servir dans l'intérêt de la révolution, et non pas de la réaction. Tout ce qu'il y a d'hypocrite dans la réforme, nous le rejetons sur les cadets ; tout ce qu'il y a de positif dans son contenu, nous en tirons profit nous-mêmes. C'est seulement grâce à une telle tactique que nous pourrions mettre à profit les tréteaux que se dressent réciproquement les Trepov (5) et Nabokov (6) afin de renverser dans le fossé ces acrobates honorables. C'est seulement par une telle tactique que l'histoire pourra dire de nous, comme Bismarck s'était exprimé des social-démocrates allemands : « s'il n'y avait pas de social-démocratie, il n'y aurait pas eu de réformes sociales ». S'il n'y avait pas eu de prolétariat révolutionnaire, on n'aurait pas vu le 17 octobre (7). S'il n'y avait pas de décembre (8) les tentatives de renoncer à la convocation de la Douma ne seraient pas toutes annulées. Mais il y aura un autre décembre qui déterminera le sort ultérieur de la révolution...

Post-Scriptum. — Cet article fut écrit avant que nous eûmes lu l'éditorial de la « Voix du Travail », numéro 6. Les camarades se corrigent. Ils veulent que le ministère de la Douma, avant de prendre les portefeuilles, exige et réalise la suppression complète de l'état de guerre, l'abolition de toutes sortes de Sûreté, l'amnistie totale et le rétablissement de toutes les libertés. Très bien, camarades. Demandez au C.C. (9) d'incorporer ces conditions dans sa résolution sur le ministère de la Douma. Essayez de le faire vous-mêmes et alors votre position sera la suivante : avant de soutenir un ministère de la Douma ou des Cadets, il faut exiger et arriver à ce que la Douma ou les Cadets se placent sur le terrain révolutionnaire. Avant de soutenir les Cadets, il faut exiger et arriver à ce que les Cadets cessent d'être des Cadets.

(1) Aujourd'hui Thorez raisonne de même sur les Soviets.

(2) Il faudrait aujourd'hui ajouter et les communistes ministériels

(3) Zoubatov (1864-1917) — Animateur et organisateur du « Socialisme policier » russe. Il fondait des unions ouvrières poursuivant des buts économiques, sous les auspices de la police, afin de détourner les ouvriers de l'activité révolutionnaire.

(4) Voix du Travail — Journal quotidien menchevik. Le numéro 1 a paru le 4 juillet 1906. Le 20 juillet, au numéro 16, le journal fut fermé par le Gouvernement.

(5) Trepov (1855-1906) — Préfet de police à Moscou, collaborateur de Zoubatov. Conseiller intime du Tzar dans les questions de politique intérieure. En tant que Gouverneur général de Pétersbourg et vice-ministre de l'Intérieur, il dirigeait la répression contre la révolution de 1905.

(6) Nabokov (1869-1922) — Un des fondateurs et chefs du parti Cadet, directeur de son organe central.

(7) 17 octobre 1905. — Manifeste du Tzar accordant des libertés constitutionnelles et convoquant la Douma, sous l'effet de la grève générale d'octobre.

(8) Décembre. — Lénine a en vue l'insurrection prolétarienne de Moscou en décembre 1905, point culminant de la révolution.

(9). — Le Comité Central, élu au Congrès de Stockholm de 1906, en majorité composé de mencheviks, a adopté une résolution en faveur du Ministère de la Douma.

La S.F.I.O. dans le Front Populaire

Contrairement aux autres Congrès socialistes, la motion « de synthèse » adoptée presque à l'unanimité (contre 183 voix de l'extrême-gauche) par le Congrès de Mulhouse, ne présente pas un « nègre-blanc » traditionnel escamotant les problèmes, couvrant les divergences par des formules habiles et équivoques. Non la motion d'action immédiate présentée par Vincent Auriol a une importance politique qui dépasse de loin toutes les autres décisions du Congrès ; elle signifie l'adhésion du Parti socialiste au Front populaire ; elle signifie que les résistances au grand « rassemblement populaire pour défendre les libertés démocratiques » furent surmontées sous l'effet « du rapprochement spontané des représentants des éléments démocratiques dans le pays ». (Blum, « Le Populaire » du 4 juillet).

Marceau Pivert essaie, dans « Le Populaire » du 3 juillet, de présenter l'adhésion de la S.F.I.O. au Front populaire, comme un résultat de la politique de la gauche socialiste des Fédérations de la Seine et Seine-et-Oise. Il se demande

« où nous en serions si les répugnances initiales à l'unité d'action et aux rassemblements antifascistes avaient complètement paralysé nos initiatives ? »

Mais Maurice Thorez considère, lui, que les résultats du Congrès de Mulhouse constituent une victoire pour la politique du C.C. du P.C.F., pendant que Léon Blum reconnaît dans les mots d'ordre du 14 juillet les mots d'ordre traditionnels du Parti socialiste. Tout le monde est vainqueur, car certainement on ne peut considérer comme vaincu, ni Daladier, chef incontestable du gouvernement éventuel du Front populaire, ni la droite socialiste dont le représentant, Raoul Evrard, développe dans « Le Populaire » du 1^{er} juillet un programme pour vaincre le fascisme qui se confond presque avec celui du Front populaire. Cette possibilité pour tout le monde de se prétendre vainqueur dénote la confusion du courant profond qui domine actuellement la vie du pays. Chacun peut retrouver du sien dans le Front populaire. Mais cela n'enlève pas du tout la nécessité pour des marxistes d'analyser le contenu du Front populaire pour déterminer ainsi sa signification précise.

DE TOULOUSE A MULHOUSE

Dans ce but comparons la situation, à un an de distance, entre le Congrès de Toulouse de la S.F.I.O., en mai 1934, et le Congrès de Mulhouse.

Le Congrès de Toulouse est dominé par les journées de février, par la puissance de la riposte ouvrière au coup du 6 février, par la faillite lamentable du gouvernement radical Daladier. La gauche socialiste, alliée à l'extrême-gauche, représente la poussée des masses ouvrières vers l'unité d'action avec les ouvriers communistes, d'une part, vers la rupture avec la démocratie bourgeoise en faillite, d'autre part. Un tiers du Congrès de Toulouse se prononce, d'un côté, pour le resserrement des liens du P. S. avec le mouvement d'Amsterdam-Pleyel, pour l'envoi d'une délégation du P. S. à Moscou, d'autre part, contre tout désistement pour « les partis qui composent l'Union Nationale ». La majorité du Congrès, avec Blum et Paul Faure, résiste encore à l'unité d'action avec les communistes et essaye de sauvegarder l'indépendance du parti

socialiste par rapport aux radicaux. L'idée maîtresse de la majorité du Congrès est de se retremper dans l'opposition au gouvernement Doumergue, de réparer les pertes causées par le départ des néos, de ne pas se laisser entraîner par le courant antifasciste.

En même temps que le Congrès de Toulouse, se tenait, à Paris, au Cirque d'Hiver, le rassemblement national antifasciste convoqué par le Comité national du mouvement Amsterdam-Pleyel. La direction du parti communiste continuait à dresser à Paris, tout comme celle du P. S. à Toulouse, des obstacles à l'unité d'action en essayant d'orienter le courant antifasciste dans les cadres rigides du mouvement Amsterdam, et en s'opposant en outre au courant d'unité d'action représenté à ce moment par Doriot.

Mais il était visible, aussi bien à Toulouse qu'à Paris, que la poussée spontanée des masses vers le Front unique, poussée qui a abouti à la grève générale du 12 février et plus tard aux luttes de rues contre les fascistes dans presque tout le pays, brisera les résistances et les frontières artificielles dressées par les directions des deux partis et des deux C.G.T. contre l'action commune des ouvriers.

En effet à peine une semaine après le Congrès de Toulouse, la direction du P.C.F. offre le front unique à la C.A.P. de la S.F.I.O. Malgré les résistances et les manœuvres des deux côtés, le pacte d'unité d'action est signé le 27 juillet 1934. La politique d'unité d'action préconisée par Zyromski-Pivert-Doriot semble triompher.

Mais les véritables difficultés apparaissent précisément à ce moment. Il ne suffit pas de réaliser la collaboration entre les deux partis se réclamant de la classe ouvrière et entre diverses organisations antifascistes, il s'agit de savoir qui jouera dans ce front unique le rôle dominant, y exercera l'hégémonie. Dès le début, le front unique ne fut pas une simple collaboration entre les fractions de la classe ouvrière ; le parti socialiste constitue, en fait, un bloc de la petite-bourgeoisie et d'une partie des ouvriers. La collaboration avec lui signifie donc déjà, ipso-facto, la collaboration avec une partie de la petite-bourgeoisie. D'ailleurs, dès le 12 février, de nombreuses organisations petites-bourgeoises — comités radicaux, sections de la Ligue des Droits de l'Homme, etc... — se sont ralliées au front unique. La politique du front unique porte ainsi, en germe, la politique du Front populaire.

La lutte pour l'hégémonie commence dès le début. La direction du P.C., après sa conversion récente au front unique, essaie, pendant quelques semaines, lors des pourparlers avec la C.A.P., de rendre au front uni son caractère d'unité de lutte contre la bourgeoisie, de faire admettre les grèves -- ce moyen spécifiquement prolétarien de lutte -- comme moyen d'action du front uni. Cette tentative n'a pas duré longtemps. Sous la pression des dirigeants de la S.F.I.O., les chefs du P.C., abandonnent leurs velléités d'indépendance et capitulent devant Blum et Lebas, qui agissent avec la complicité de la gauche de la S.F.I.O. Le pacte du 27 juillet déterminait déjà, dans une grande mesure, le caractère du front uni et, à plus forte raison, celui du front populaire ; c'est la petite-bourgeoisie qui y détient l'hégémonie. Le développement ultérieur n'a fait qu'accentuer cette tendance (voir l'article de Garnier dans le n° 5 de « Que Faire »).

Le fait que c'est la direction du P.C.F. qui se montre le protagoniste le plus acharné du Front populaire, ne change en rien que dans ce rassemblement, le rôle dirigeant appartient aux radicaux, à la démocratie bourgeoise. C'est sous les mots d'ordre radicaux, c'est sur la base d'un programme adapté aux préjugés du petit-bourgeois radical que s'effectue la collaboration des forces des gauches en France. La réalité a brisé en morceaux le schéma de

la gauche socialiste de Toulouse : le rapprochement avec les ouvriers communistes contre la démocratie bourgeoise. En réalité, ce rapprochement a abouti au bloc avec la démocratie bourgeoise dont une aile collabore avec les communistes, pendant que la seconde siège dans le gouvernement d'Union Nationale.

Après avoir résisté plus ou moins longtemps, Zyromski et Pivert, qualifiés de « sectaires » par les dirigeants du P.C., se sont laissés entraîner par le courant et depuis les élections municipales, sont en plein dans le Front populaire.

AVEC LE COURANT

Marceau Pivert essaie de justifier cette politique en invoquant la nécessité de se soumettre à la spontanéité du mouvement « qui se créera de lui-même ses lois, ses tactiques et ses instruments de lutte ». L'essentiel est, dit-il, « que nous sommes engagés -- enfin ! dans la seule issue ouverte à notre espérance : le grand rassemblement populaire en direction du pouvoir. Il ne s'agit pas de demander où nous allons ».

En lisant Pivert, on a l'impression de relire la célèbre thèse de Bernstein : le mouvement est tout, le but n'est rien. Le parti prolétarien n'a pas le droit de s'engager dans un courant -- quelle que soit sa puissance -- sans savoir où il mène. Le rôle du Parti est de guider la classe ouvrière, de lui indiquer le chemin à suivre, de remplir le rôle de son avant-garde, et non pas de suivre aveuglement le mouvement en tant qu'arrière-garde.

Marceau Pivert a tort, tout comme Thorez, quand il s'attribue le mérite d'avoir brisé les résistances au sein de son parti contre le front unique et le front populaire. Il intervertit tout simplement les rôles du facteur spontané et du facteur conscient dans le mouvement. Les résistances de Paul Faure, Lebas, Séverac contre l'unité d'action et contre le Front populaire furent brisées par la puissance du courant populaire antifasciste qui a balayé et est en train de balayer d'autres obstacles sur son chemin. Après la direction du parti socialiste, les néos, les républicains-socialistes, Jouhaux lui-même et enfin le Comité exécutif des radicaux unanime, Herriot en tête, adhèrent au rassemblement du 14 juillet. Les capitulations successives de la direction du P.C. ne suffisent pas pour expliquer la décision des radicaux de briser avec l'ancienne exclusive et de collaborer avec les communistes. Dans d'autres conditions des capitulations du même genre pourraient aboutir aux résultats diamétralement opposés : au regroupement de tous les hésitants autour du pôle réactionnaire. Il suffit de rappeler le résultat des capitulations de la social-démocratie avant l'avènement de Hitler, de même que le premier rassemblement antifasciste le 12 février au moment où l'ultimatum extrême, le sectarisme outrancier dominait dans le P.C. Il suffit de relire la motion de Zyromski et Pivert contre les radicaux, il y a un an, leurs écrits dans le même sens après le Congrès de Toulouse pour se convaincre qu'ils subissent le courant populaire antifasciste aussi bien que Paul Faure et Lebas. La différence est seulement que Pivert le fait de bon cœur, pendant que Lebas le fait la mort dans l'âme, en rejetant la responsabilité pour les péchés qu'il est forcé de commettre sur « ses frères (Duclos dixit) communistes » (Le Populaire du 24 juin et 2 juillet). Il n'y a ici aucune divergence de principes. Lebas, tout comme la bureaucratie de la C.G.T. qui s'oppose à l'unité syndicale, représente les tentatives conservatrices de l'appareil traditionnel du parti, qui regarde avec méfiance tout changement du train quotidien et craint surtout de laisser échapper de ses mains le contrôle du mouvement. Lebas et Paul Faure cherchent querelle

à Thorez qui ne fait, en réalité, qu'appliquer la politique réformiste traditionnelle du rassemblement des rouges contre les blancs.

Quoique ce soient les gauches socialistes et les dirigeants du P.C. qui se sont penchés les premiers sur le berceau du Front populaire, c'est Léon Blum, dirigeant du centre du P.S. qui en fournit le premier une théorie complète dans sa série d'articles du « Populaire ». Contrairement à Marceau Pivert, Léon Blum sait où il va, il trace le chemin à suivre. Par sa théorie « d'occupation du pouvoir, à titre purement préventif et défensif », il justifie à l'avance la participation des socialistes au gouvernement des gauches, avec les radicaux, gouvernement qui ne peut — toute l'expérience historique le montre — qu'aboutir à une nouvelle capitulation devant le mur d'argent de la féodalité financière, comme ce fut le cas en 1926 et 1934. Il faut vraiment être bien naïf et ne tenir aucun compte de l'expérience historique, pour affirmer qu'on ne sait pas où l'on va quand on a à sa tête un chef si éprouvé que le capitulaire du 7 février, un dirigeant idéologique comme Léon Blum, dont la politique réformiste a fait faillite, un animateur comme Maurice Thorez, représentant la politique stalinienne qui a amené à la pire défaite les ouvriers de nombreux pays. Il ne s'agit pas pour nous d'attaquer les personnalités dirigeantes du Front populaire mais la politique qu'elles représentent. C'est la politique de soumission du prolétariat aux politiciens bourgeois de gauche liés par des milliers de liens au capital financier, incapables donc de le combattre sérieusement, de diriger les masses populaires dans leur lutte contre la réaction.

CONTRE LE COURANT

Quelle devrait être la politique révolutionnaire en face du Front populaire ? Se tenir à l'écart ou en dehors du courant ? Ce serait le moyen le plus sûr de se couper des masses et nous nous gardons bien de reprocher à Marceau Pivert de s'être engagé résolument dans la politique de rassemblement populaire. Seulement le rôle des révolutionnaires prolétariens n'est pas de suivre passivement le courant, d'adopter les préjugés des masses, de subir avec joie et enthousiasme la subordination des ouvriers aux politiciens bourgeois et petits-bourgeois, sous prétexte que le courant lui-même nous amènera, sans que nous ayons besoin de l'influencer, aux sommets du pouvoir. Non, la politique actuelle du P.C. et du P.S. dans le Front populaire, prépare les pires déceptions aux travailleurs et mène vers la consolidation de la domination de l'oligarchie financière.

La tâche que les révolutionnaires prolétariens ont à remplir dans la situation actuelle, ressemble, sous beaucoup d'égards, à celle que Lénine traçait devant les bolcheviks en avril 1917 :

« La situation exposée invite, avant tout, à verser « une goutte de vinaigre ou de fiel dans l'eau sucrée de phrases démocratiques révolutionnaires »... se livrer à un travail de critique ; **expliquer** les erreurs des partis petits-bourgeois, socialistes-révolutionnaires et social-démocrates (le P.C. et le P.S. faudrait-il dire aujourd'hui P.L.) ; préparer et grouper les éléments d'un parti **consciemment** prolétarien, communiste ; **affranchir** le prolétariat de la griserie « générale » petite-bourgeoise. Cela **semble** « se réduire » à la propagande. C'est en réalité le travail **révolutionnaire le plus pratique**, car il n'est pas possible de faire progresser la révolution enrayée, que les phrases étouffent, qui « piétine sur place » **non par suite** d'un empêchement extérieur, **non par suite de violences** de la bourgeoisie (Goutchkov (comme les ligues aujourd'hui - P.L.) ne fait encore que menacer de recourir à la violence contre les soldats), mais **à cause** de la confiante inconscience des masses. Combattre cette confiance inconscience (on ne peut et on ne doit la combattre que sur le terrain des

idées, par la persuasion fraternelle, par l'expérience vécue), tel est le seul moyen d'échapper à la **débauche de phrases révolutionnaires** et de donner une impulsion réelle au développement de la conscience révolutionnaire, de la conscience des masses, de leur initiative **locale**, hardie et décidée... » (1)

Les dirigeants du P.C. se sont avérés dès le début, incapables de remplir cette tâche essentielle ; ils ont commencé par renoncer au travail de critique, d'explication des erreurs des chefs petits-bourgeois, ils ont capitulé, en fait, devant la petite-bourgeoisie. Certains camarades ont mis alors leurs espoirs en la gauche socialiste. « Le tournant » des trotskistes en août 1934, aboutissant à leur rentrée dans la S.F.I.O. s'appuyait sur cette illusion que la gauche socialiste est supérieure, sous ce rapport, au P.C.F.

L'expérience de ces derniers mois montre déjà la fausseté de cette conception. Les dirigeants de la gauche socialiste se montrent incapables de marcher contre le courant. Tout comme les chefs du P.C., Pivert et ses amis, entraînés par le courant, subordonnent aux succès faciles, aux rassemblements imposants et spectaculaires, le travail persévérant de critique et d'explication, « à ce travail révolutionnaire le plus pratique » selon l'expression de Lénine. Au lieu de poursuivre, au sein du Front unique et du Front populaire, le travail de différenciation, en expliquant patiemment aux travailleurs la différence fondamentale des intérêts de classe, en convainquant les couches inférieures de la petite-bourgeoisie qu'elles doivent **choisir** entre les ouvriers et les capitalistes, se mettre du côté des ouvriers, Marceau Pivert prêche l'unité avec le réformisme, s'extasie devant les vertus de l'unité et du rassemblement dans la confusion et dans l'équivoque. Le fait que la gauche a maintenu au Congrès de Mulhouse sa motion sur la conquête du pouvoir, motion qui a groupé presque un quart de mandats, ne peut rien changer à la constatation de son recul devant le réformisme. Les affirmations théoriques sur l'attachement à la révolution, la dénonciation abstraite des erreurs réformistes ne vaut pas cher, si elle ne s'exprime pas dans la critique concrète et pratique de la politique réformiste, si elle ne se traduit pas dans une lutte contre « la débauche de phrases démocratiques et révolutionnaires ». De la même façon les affirmations gratuites de Thorez sur son attachement au pouvoir des Soviets restent une phrase vide dans la mesure où il pratique en fait la politique réformiste de collaboration de classes.

LES TROTSKISTES A MULHOUSE

Les Trotskistes ont participé, pour la première fois depuis leur entrée à la S.F.I.O. au Congrès national. Leur petite fraction a fait incontestablement du bon travail en intervenant sur presque tous les points à l'ordre du jour, en opposant des solutions révolutionnaires à la politique réformiste de la S.F.I.O. On peut leur reprocher certaines fautes tactiques (par exemple, une attitude purement négative envers le Front populaire, la façon trop « technique » d'envisager le problème de l'armement du prolétariat, etc.), mais ce ne sont que des détails. La fraction trotskiste a fourni la preuve, une fois de plus, qu'il est possible aux révolutionnaires de travailler à l'intérieur de la S.F.I.O. pour gagner les ouvriers socialistes aux idées de la révolution prolétarienne.

Nous avons écrit « une fois de plus », car, en réalité, les Trotskistes, par leur travail au Congrès de Mulhouse, n'ont fait que continuer les traditions des extrêmes-gauches socialistes précédentes : le groupe de l'Étincelle, l'Action Socialiste, le C.A.S.R., etc. Il suffit de rappeler qu'au Congrès de

(1) Lénine, Œuvres Complètes, volume XX, page 128.

Toulouse, l'extrême-gauche socialiste disposait de 237 mandats, soit un nombre légèrement supérieur aux 183 mandats dont disposait l'extrême-gauche réunie (les trotskistes et la Fédération du Rhône) au Congrès de Mulhouse. Il n'était pas besoin d'attendre l'année 1934 pour apprendre qu'il y a dans la S.F.I.O. des ouvriers révolutionnaires et qu'on peut travailler parmi eux, en essayant de les grouper sur une plateforme communiste.

Si le travail des Trotskistes au Congrès de Mulhouse est, en général positif, cela est dû non pas à leur ligne politique, mais au fait qu'ils ont agi à Mulhouse contrairement à cette ligne, en la violant.

Les Trotskistes sont entrés dans la S.F.I.O. en considérant que le P.C. est mort, que le Stalinisme est le principal ennemi, que la S.F.I.O. est « pleine d'avenir, portant dans son sein la lutte pour la dictature du prolétariat ». En décembre 1934, en parlant de l'entrée de jeunes trotskistes belges dans les Jeunes Gardes Socialistes Vidal, porte-parole de Trotski, écrivait :

Nos camarades peuvent la leur procurer ». (La Voix Communiste du 9 décembre 1934).

« Pour ne pas périr, les J.G.S. ont besoin d'une vaccination antistaliniste. Dans sa lettre ouverte aux ouvriers français, Trotsky qualifie le stalinisme « la plaie principale du mouvement ouvrier mondial » (souligné dans le texte) ». Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. » (Vérité du 21 juin).

Il suffit de lire la collection de la Vérité pour voir que c'est contre le stalinisme, contre la direction du P.C. qu'elle est, en premier lieu orientée.

Or, si l'on se place de ce point de vue, les Trotskistes ont failli à leur tâche. Malgré les Trotskistes, le gros des ouvriers socialistes de gauche, en suivant Zyromski et Pivert, continuent à s'orienter « vers Moscou ». Pivert s'est désolidarisé ouvertement des Trotskistes devant le Congrès. Ainsi, malgré les fautes et aberrations de la direction de l'I.C. et du P.C., la vie a donné un démenti flagrant à la thèse artificielle de Trotski : vouloir épargner aux masses leur expérience propre par une sorte de vaccination artificielle. Les analogies médicales ne réussissent pas mieux à Trotski que les analogies historiques (voir par exemple sa dernière brochure où il reconnaît la fausseté de toute sa théorie de Thermidor).

Pour les ouvriers réformistes qui commencent à perdre leurs illusions réformistes, le passage sur les positions du P.C., qui reste pour eux le parti de la révolution d'Octobre, constitue un pas en avant dans la voie du communisme, contrairement à ce que pense Trotski avec sa théorie : « le Stalinisme, l'ennemi principal », théorie qui ne constitue que la réédition et l'envers de la théorie du social-fascisme.

Zyromski et ses amis, en bons « patriotes » de leur parti, liés beaucoup plus aux masses des ouvriers socialistes que les rédacteurs de la « Vérité », ont senti qu'il leur est impossible d'enrayer la crise de la S.F.I.O. et le départ des ouvriers mécontents vers le P.C., et surtout qu'en flirtant eux-mêmes avec le Stalinisme et en renonçant à critiquer le P.C. C'est Zyromski qui fait, en réalité, « une vaccination antistaliniste » aux ouvriers socialistes. La direction du P.C., par sa politique opportuniste et l'abandon de la critique du réformisme, lui facilite considérablement la tâche.

La fraction trotskiste au Congrès de Mulhouse a fourni elle-même un démenti à la thèse de Trotski en concentrant les feux contre la direction de la S.F.I.O.

Cette contradiction entre la théorie et la pratique doit amener inévitablement la crise dans l'extrême-gauche trotskiste, comme ce fût le cas avec les extrême-gauche socialistes précédentes. Ou bien dans leur lutte contre la

direction de la S.F.I.O. les Trotskistes pousseront jusqu'au bout ce qui ne peut signifier autre chose que l'orientation vers la scission avec le réformisme et le centrisme, et alors -- Blum et Paul Faure l'ont laissé pressentir -- l'exclusion des trotskistes de la S.F.I.O. se posera à l'ordre du jour, pendant que leur position hostile envers le P.C. les empêche d'aborder et d'influencer les ouvriers socialistes de gauche. Ou bien les Trotskistes concentreront, conformément aux indications de Trotski, leur feu contre le Stalinisme, ce qui signifierait inévitablement l'atténuation de la lutte contre le réformisme et le centrisme dans la S.F.I.O. Alors ils joueront objectivement un rôle réactionnaire, en empêchant l'évolution des ouvriers socialistes, dégoûtés par le réformisme et toute la politique de la S.F.I.O., vers le communisme, en consolidant ainsi l'autorité de la direction de la S.F.I.O. « supérieure et meilleure que le P.C. ».

POUR LE P.C.F. RENOVE

Mais ni l'une, ni l'autre de ces perspectives ne sont fatales, ni inévitables. Dans les conditions actuelles, devant l'extrême-gauche socialiste et les Trotskistes s'ouvre une voie révolutionnaire qui consiste à continuer la pratique du Congrès de Mulhouse, tout en revisant la fausse théorie du « Stalinisme, ennemi principal », théorie qui ne peut mener que vers le sectarisme stérile ou la capitulation devant le réformisme. L'extrême-gauche socialiste doit reconnaître le fait évident que le gros des ouvriers avancés de ce pays se groupent autour du parti communiste, que sans le concours de ces ouvriers, sans la collaboration avec eux, il est impossible de « préparer et grouper les éléments d'un parti consciemment prolétarien, communiste ». Ils doivent reconnaître la divergence fondamentale entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste, divergence qui a trouvé son expression dans la séparation des éléments réformistes à Tours en 1920. Il ne peut s'agir, en aucune façon, de revenir sur le passé, de vouloir constituer un parti révolutionnaire en amalgamant les principes de la II^e et de la III^e Internationale. Non, le parti révolutionnaire du prolétariat ne peut être basé que sur les principes du socialisme scientifique, du communisme. Les ouvriers socialistes et communistes doivent collaborer fraternellement, sur la base des principes communistes, pour cette œuvre commune. Ils doivent opposer à la conception du parti unique du prolétariat ou de la S.F.I.O. élargie -- qui est en train de se réaliser -- l'union des éléments révolutionnaires, la rupture avec le réformisme et le centrisme, sans s'écarter ou se mettre en dehors de la poussée des ouvriers de ce pays vers l'unité.

L'expérience historique montre que « l'unité totale du prolétariat » est loin de présenter, par elle-même, comme l'affirme Pivert, la condition de la victoire du prolétariat. Comme dans le Front populaire, il s'agit de savoir sur quelle base cette unité va se réaliser. L'unité ne pourra apporter des avantages au prolétariat qu'à condition que l'aile révolutionnaire du prolétariat français, loin de se laisser entraîner par le courant de l'unité panacée, de l'unité dans la confusion, s'engage résolument contre le courant, met à nu, dès aujourd'hui, les erreurs et les fautes des dirigeants de leurs partis, n'hésite pas à « verser une goutte de vinaigre dans l'eau sucrée de phrases démocratiques révolutionnaires ».

Il est possible, il est nécessaire d'organiser, dès aujourd'hui, la collaboration des éléments révolutionnaires de la S.F.I.O. avec l'aile marxiste-léniniste du P.C.F., que notre revue travaille à grouper, afin de lutter ensemble contre les illusions du Front populaire, pour dire aux ouvriers de ce pays « ce qui est », pour préparer et grouper les partisans du P.C.F. renoué.

Pierre LENOIR.

TRIBUNE DES DISCUSSIONS

Nous publions dans cette rubrique les articles de discussion sur tous les problèmes soulevés par la Revue. Ces articles n'engagent que leurs auteurs, sauf ceux signés par la rédaction.

Les camarades qui désirent participer à la discussion sont priés d'envoyer leurs articles et notes avec mention « Pour la Tribune de discussion ». Vu le peu de place dont la revue dispose, nous prions nos correspondants d'être le plus bref possible. La Rédaction se réserve le droit de ne publier que des extraits de certains articles et lettres.

LE COMITE DE REDACTION.

La défense de l'U.R.S.S. et le défaitisme

Dans le n° 7, le camarade Bréval a publié un article de discussion sur la tactique des communistes dans la guerre. Après un court chapitre contre l'union sacrée et la défense nationale, Bréval part en guerre contre le défaitisme qu'il considère comme une « réaction » à la déclaration de Staline. Bréval oublie que depuis quinze ans que l'internationale communiste existe, la tactique du défaitisme n'a jamais été abandonnée — et pourtant l'U.R.S.S. existe depuis plus de quinze ans ; et pourtant l'éventualité d'une alliance de l'U.R.S.S. avec un brigand impérialiste a été admise depuis toujours. Lorsque Lénine tenta d'obtenir l'aide militaire de la France en 1918, il ne conseilla nullement aux ouvriers français d'abandonner le défaitisme sous prétexte qu'ils auraient entravé cette aide.

L'article de Bréval n'est, en fait, qu'une tentative de justification théorique du révisionnisme des dirigeants du Parti. En effet, que le camarade Bréval sorte du domaine littéraire et se suppose un instant à la tête du C.C. et il verra qu'on ne peut pas appliquer autrement sa théorie que ne le font les actuels dirigeants du parti.

Bréval nous reproche des « erreurs importantes ». Il dit : « Ils (les défaitistes) considèrent que le prolétariat ne peut en rien aider l'Union soviétique avant qu'il ne prenne le pouvoir... ». Pour lui, le seul moyen de défendre l'U.R.S.S. avant la prise du pouvoir en France, c'est d'abandonner le défaitisme en cas de guerre. Pour nous, le prolétariat ne peut défendre l'U.R.S.S. que dans la mesure où il menace la bourgeoisie ; et il menace la bourgeoisie dans la mesure où il lutte contre elle pour la prise du pouvoir. Or, n'en déplaise à Bréval, la prise du pouvoir par le prolétariat pendant la guerre passe par le défaitisme : la révolution d'octobre l'a suffisamment démontré.

Il est vrai que Bréval n'est pas de cet avis. Il pense qu'on peut prendre le pouvoir sans pratiquer le défaitisme. Dans ce cas, pourquoi Bréval s'en prend-il à la Vérité, à l'Ecole Emancipée et à M. Pivert ? Il ferait mieux de s'attaquer à Lénine : car on se demande pourquoi Lénine a employé la tactique défaitiste pour prendre le pouvoir, alors que lui, Bréval, possède dans sa poche une formule magnifique qui permet d'arriver à ce but sans défaitisme.

D'ailleurs, cette question de la prise du pouvoir avec ou sans la tactique

défaitiste n'a rien à voir avec l'alliance franco-soviétique, car s'il est vrai qu'on peut prendre le pouvoir sans défaitisme, alors cela reste vrai que l'U.R.S.S. soit ou non alliée à la France ; alors cela est vrai aussi pour le prolétariat allemand, italien ou japonais. Dans ce cas, il faut rejeter le défaitisme pour tous les prolétariats et non seulement pour le prolétariat français, car chacun de nous sait -- et Lénine la suffisamment dit -- que la défaite est un mal.

A la page 27, le camarade Bréval affirme : « L'agitation défaitiste faite par une organisation qui exerce une réelle influence sur les masses ne peut qu'affaiblir les forces de la coalition franco-soviétique ». Comme Bréval ne veut pas affaiblir ces forces, il ne veut évidemment pas de défaite. Et pourtant voici ce qu'il écrit sitôt après :

« Nous devons utiliser (ce qui veut dire aggraver) chaque défaite (que Bréval ne veut pas) de la France capitaliste pour développer notre agitation révolutionnaire, notre lutte pour le pouvoir. » Quel imbroglio !... Mais voici, Bréval nous explique : « Mais (Mais !) nous ne pouvons ni souhaiter ces défaites, ni les préparer, vu les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. ».

De deux choses l'une : ou bien les défaites de la bourgeoisie sont indispensables pour la prise du pouvoir et ne sont pas incompatibles avec la défense de l'U.S. et dans ce cas il faut non seulement les « utiliser » mais aussi les préparer ; ou bien il ne faut pas de défaites « vu les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. » et dans ce cas non seulement il ne faut pas les préparer, mais même pas les utiliser, car indépendamment de la question si elles sont ou non préparées, les défaites de la France bourgeoise peuvent avoir « des répercussions fâcheuses pour l'U.R.S.S. »

Tout à coup, Bréval se charge de nous instruire sur ce qu'est le défaitisme, car nous employons ce « terme » « sans bien nous rendre compte de ce qu'il signifie ». Alors, il nous cite la Conférence de Berne des bolcheviks :

« Dans chaque pays la lutte contre le gouvernement qui mène la guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité de la défaite de ce pays à la suite de l'agitation révolutionnaire. La défaite de l'armée affaiblit le gouvernement, contribue à la libération des nationalités opprimées par ce dernier et facilite la guerre civile contre les classes dirigeantes ». (Les passages soulignés le sont par nous. — P. R.)

Voilà résumé clairement en une phrase ce que signifie le défaitisme. Bréval ne veut pas de cela, c'est-à-dire qu'il veut que « la lutte contre le gouvernement qui mène la guerre impérialiste s'arrête devant l'éventualité de la défaite » ; il ne veut pas « affaiblir le gouvernement », il ne veut pas « la libération des nationalités opprimées », ni « faciliter la guerre civile contre les classes dirigeantes ».

Poursuivant sa démonstration contre le défaitisme, il nous cite « la grande révolution française, la commune et la révolution d'octobre » où « les partis révolutionnaires n'étaient pas défaitistes ».

Ce raisonnement n'a rien à voir avec le marxisme

La révolution française après 89, la Commune de Paris après Sedan, la révolution russe après février représentent des périodes où la révolution a commencé, où la classe nouvelle a un pied dans le pouvoir, où elle s'apprête à écraser définitivement la classe possédante qui n'est plus qu'une loque. Dans une telle période, quoique le pouvoir soit encore « officiellement » entre les

maines de la classe déchue (l'Assemblée Nationale et Louis XVI en 89, Thiers en 71, Kérensky en 17), en réalité il est entre les mains de la classe nouvelle qui hésite encore à s'en servir et qui ignore sa force. Dans une telle période c'est la classe déchue qui devient défaitiste et qui organise les défaites, car elle se rend compte que ce n'est plus elle qui gouverne, que son pouvoir s'écroule ; elle voit, alors, dans les interventions étrangères le moyen de se rétablir sur le « trône ». Si les jacobins en 1789, si les communards en 1871, si les bolcheviks en 1917 avaient été défaitistes — alors que la révolution avait un pied dans le pouvoir, alors que la classe déchue ne gouvernait plus en fait — c'est contre eux-mêmes qu'ils l'auraient été et non contre la classe dominante ; c'est la défaite de la révolution qu'ils auraient organisée et non celle de leur bourgeoisie. Voilà ce que Bréval ne comprend pas.

Enfin, Bréval termine son chapitre en écrivant :

« Du point de vue du prolétariat international, la victoire de la bourgeoisie française, alliée à l'U.R.S.S., même si le prolétariat français ne réussissait au cours de cette guerre à faire la révolution, serait « un moindre mal » par rapport à la victoire de l'Allemagne, de la coalition antisoviétique ».

Si Bréval était logique avec lui-même, il devrait être partisan du soutien de la guerre, du soutien jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'union sacrée. Car, la lutte pour le pouvoir pendant la guerre amènera inévitablement des défaites non seulement en France mais aussi en U.R.S.S., sans pour cela que cette lutte soit assurée, à l'avance, de la victoire. Tandis que « la victoire de la bourgeoisie française serait un moindre mal par rapport à la victoire de l'Allemagne ».

Mais, si Bréval n'est pas logique, les dirigeants du Parti le sont, eux. Et on ne comprend pas ce qu'il a à leur reprocher, sinon des questions de détails ou de formes.

« La victoire de la bourgeoisie française... serait un moindre mal ». Pourquoi ? Si Bréval pense que cette victoire amènera la révolution en Allemagne, il raisonne là comme un parfait réformiste : **il compte sur le voisin pour faire la révolution**. Si, par contre, il pense que c'est « un moindre mal » en dehors du fait, si la révolution allemande éclatera ou non, alors il se trompe lourdement. Car, dès que l'Allemagne aura été écrasée, la bourgeoisie française se retournera contre son alliée, l'U.R.S.S., pour l'écraser à son tour.

« C'est juste ! mais il y a le prolétariat français ; et à ce moment-là nous serons défaitistes », nous dira Bréval. Vous oubliez, camarade, qu'à ce moment le prolétariat sera incapable de la moindre action, car **la condition de la victoire de la bourgeoisie française c'est la défaite du prolétariat**.

Nous avons vu plus haut que le camarade Bréval rejette le défaitisme révolutionnaire parce que « l'agitation défaitiste faite par une organisation qui exerce une réelle influence sur les masses ne peut qu'affaiblir les forces de la coalition franco-soviétique ». Et voici que maintenant Bréval déclare froidement le contraire : « L'abandon de la tactique défaitiste ne signifie nullement la suspension de la lutte des classes **sous le prétexte mensonger qu'elle affaiblit la puissance militaire de la coalition franco-soviétique**. (Souligné par nous. — P. R.).

Il nous donne alors des précisions : « L'abandon du défaitisme signifie seulement (sic) que dans les cadres de notre lutte pour le pouvoir, **il nous faudra tenir compte de la situation sur les fronts extérieurs** (Souligné dans le texte. — P. R.) de ne pas oublier que la lutte pour la révolution se joue aussi sur ce front-là et de **conformer (?) (non subordonner, mais conformer)** (C'est lui qui précise. — P. R.) notre tactique révolutionnaire à l'in-

térieur du pays aux nécessités de la défense de l'U.R.S.S. ».

Bréval nous dit, à la page 27, que « l'agitation défaitiste... affaiblit les forces de la coalition franco-soviétique », puis à la page 29 il ajoute que nous n'abandonnerons pas la lutte des classes « sous le prétexte mensonger qu'elle affaiblit la puissance militaire de la coalition franco-soviétique », et à la même page il précise qu'« il nous faudra tenir compte de la situation sur le front ». Ouf !

Et voici que maintenant Bréval admet les défaites même de l'U.R.S.S. : « Si, par exemple, la situation en France est telle que le prolétariat peut déclencher la lutte directe pour le pouvoir — la guerre civile — il ne doit pas s'arrêter devant cette action, même si cela doit entraîner des défaites partielles de l'U.R.S.S. ».

Passons sur le fait que Bréval admet les défaites même de l'U.R.S.S., ce qui suffit à démolir sa propre argumentation contre le défaitisme ; retenons simplement ceci : « Si la situation est telle... » Si... Si... Si tout allait comme on veut, que l'histoire serait facile à écrire ! Bréval oublie que pour que la « situation soit telle » il faut la **préparer**. Et que cette préparation passera inévitablement par une série de luttes qui va de la moindre petite grève à l'insurrection en passant par les mutineries. Et que ces luttes auront comme conséquences inévitables d'affaiblir le front, c'est-à-dire les forces de la coalition franco-soviétique.

Ce « si » exprime au fond toute l'opinion de Bréval : il n'a pas confiance dans la capacité révolutionnaire du prolétariat ; il doute de la révolution prolétarienne. Alors, il en arrive à ce raisonnement : « si » ça arrive et bien nous marcherons, mais comme ce n'est pas sûr que ça arrive, ne faisons rien qui puisse affaiblir le front.

Bréval termine ce chapitre par le « critère » suivant :

« Le seul critère pour le prolétariat dans la guerre, dans les situations qui peuvent changer, au cours même de la guerre, c'est l'intérêt de la révolution socialiste internationale, qui se confond avec les intérêts historiques des ouvriers de tous les pays. Les « défaitistes », en sacrifiant les intérêts de l'U.R.S.S. soit-disant au nom du prolétariat français, agissent, en réalité, à l'encontre de ses intérêts historiques, l'écrasement de l'U.R.S.S. constituant un coup immense pour la révolution socialiste dans tout le monde. »

Ici, Bréval ne fait que reprendre la phraséologie de Vaillant-Couturier : « nous nous plaçons au point de vue du prolétariat international », « la défense de la révolution internationale ».

La révolution est internationale du point de vue historique. Mais elle ne peut que se préparer, s'organiser dans des cadres nationaux ; elle doit d'abord vaincre sur le terrain national et ensuite s'élargir au delà des frontières. Le véritable intérêt de la révolution socialiste internationale **consiste précisément à organiser la révolution dans son propre pays**. Toute autre façon d'envisager le problème n'est que bavardage de petits bourgeois intellectuels.

D'ailleurs Bréval et Vaillant-Couturier ne sont pas les seuls dans cette opinion, Zyromski, en vieux connaisseur, raisonne comme eux (1).

« En présence d'une guerre, la vraie position internationaliste consiste à se demander : **Où se trouve l'intérêt du prolétariat mondial ?** » (Souligné par nous. — P. R.)

(1) « Populaire » du 6 juillet 1935

« Cet intérêt n'impose pas toujours indistinctement l'insurrection, le sabotage, le défaitisme. » (Souligné par nous. — P. R.)

Et encore :

« Mes contradicteurs se trompent lourdement quand ils préconisent aveuglément (souligné dans le texte), dans n'importe quel conflit, sans se soucier des répercussions et des chocs de retour, sans examiner les « incidences ». toutes les « incidences » possibles, le soulèvement révolutionnaire, la grève générale, l'insurrection, le défaitisme. »

Voilà qui doit réjouir Bréval, car Zyromsky est un allié de « poids ».

Dans le dernier chapitre, Bréval parle de la guerre révolutionnaire : « Ainsi notre but dans la guerre éventuelle franco-soviétique contre l'Allemagne, doit être la préparation de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, et non pas la défaite de la France ».

Il n'y a que le prolétariat qui peut faire la guerre révolutionnaire. Pour cela, il faut qu'il s'empare du pouvoir. Et nous le répétons, la prise du pouvoir par le prolétariat en temps de guerre passe par le défaitisme dans la prochaine guerre plus encore que dans la dernière.

D'autre part, Bréval pense-t-il qu'on peut faire la guerre révolutionnaire avec une armée bourgeoise ? Si oui, alors il n'y a pas de raison que l'on ne puisse aussi faire une politique révolutionnaire avec un Etat bourgeois. Dans ce cas : ce n'est pas la révolution que veut Bréval, mais un coup d'Etat — et un coup d'Etat est possible sans défaitisme ; — ce n'est pas la destruction de l'Etat qu'il veut mais s'en emparer ; ce n'est pas la destruction de l'armée bourgeoise qu'il veut mais sa conquête afin de faire la guerre révolutionnaire.

Si par contre Bréval pense qu'on ne peut pas faire la guerre révolutionnaire avec une armée bourgeoise, alors il faut la disloquer, la détruire afin de construire une « armée nouvelle » avec « une discipline nouvelle » (Lénine). Or, la destruction de l'armée bourgeoise c'est la défaite de son gouvernement. Car, pendant la période qui va de cette destruction à la construction de l'« armée nouvelle » le pays se trouvera désarmé et incapable de « tenir compte du front ».

« ... La classe sociale qui aspire au pouvoir n'a jamais pu, et ne peut encore actuellement, obtenir et assurer sa domination qu'en disloquant complètement l'ancienne armée (quitte à faire crier à la « désorganisation » les bourgeois réactionnaires ou simplement poltrons), qu'en se résignant à une période de difficultés et d'épreuves pendant laquelle le pays reste désarmé (la grande révolution française a connu cette période terrible) et qu'en élaborant peu à peu, au milieu des souffrances de la guerre civile, l'armée nouvelle, la discipline nouvelle, l'organisation militaire nouvelle d'une nouvelle classe. » (Lénine. **La révolution prolétarienne et le renégat K. Kautsky.**)

Ainsi, de quel côté qu'il se tourne, Bréval se trouve toujours devant cette chose qui lui fait mal au cœur : la défaite de son gouvernement.

La position que Bréval défend rappelle fort étrangement celle des Kautskystes pendant la guerre. La position de Kautsky consistait à justifier la trahison de la II^e Internationale ; ce qu'il reprochait aux Sudekum et Cie, c'était la vulgarité avec laquelle il réalisait l'union sacrée, l'acoquinement ouvert avec leur bourgeoisie. C'est ainsi qu'agit Bréval vis-à-vis du P.C.F. : il leur reproche de vouloir l'union sacrée, d'être pour la défense nationale, mais il justifie théoriquement le rejet du défaitisme et la nécessité de la victoire de la coalition franco-soviétique. En son temps, Lénine a stigmatisé avec force

cette position centriste et démontré qu'en temps de guerre il n'y a que deux positions conséquentes : l'union sacrée et le défaitisme. Nous dédions à Bréval les écrits de Lénine contre les Kautskystes pendant la guerre.

Quand on revise dans la question de la guerre la tactique fondamentale du communisme on est amené inévitablement à en faire autant dans toutes les autres questions. Tout l'article de Bréval peut se résumer en ceci : il faut rejeter le défaitisme afin de ne pas affaiblir les forces de la coalition franco-soviétique. Si Bréval veut être logique avec lui-même il doit appliquer cela aussi à la période de paix. En effet, l'Allemagne menace l'U.R.S.S. ; elle attend une occasion favorable pour l'attaquer. Or, l'U.R.S.S. est alliée à la France et si l'Allemagne l'attaque celle-ci entrera en jeu. Voici que la lutte de classe se développe en France ; cette lutte affaiblit le gouvernement français et l'empêche de défendre l'U.R.S.S. en cas d'agression allemande. Si nous appliquons ici la théorie de Bréval il faudrait donc arrêter le développement de la lutte des classes en France afin de ne pas affaiblir le gouvernement, car ce dernier doit être prêt à tout instant à intervenir auprès de l'U.R.S.S.

C'est ce que font les dirigeants du parti.

CONCLUSION

Bréval nous dira : « Bien votre critique, mais vous avez oublié une chose : que devient l'U.R.S.S. ? »

La défense de l'U. R. S. S., camarade Bréval, n'est que le sous-produit de la lutte pour la révolution mondiale. La bourgeoisie, qu'elle soit allemande ou française, n'attaquera pas l'U. R. S. S. si elle se sent menacée par le prolétariat. Organiser l'insurrection armée, lutter pour la prise du pouvoir, en temps de paix comme en temps de guerre. Voilà la seule défense de l'U.R.S.S. Et cette prise du pouvoir en temps de guerre ne peut pas se faire autrement qu'en provoquant la défaite de sa bourgeoisie.

Il est évident que cette défaite risque d'entraîner aussi la défaite momentanée de l'U.R.S.S. Mais tôt ou tard l'U.S. devra encourir ce risque. D'ailleurs Bréval répond lui-même à cette évidence : « Les défaites partielles même sur le front soviétique (Souligné par nous. — P. R.), ne seront rien en comparaison avec la puissance nouvelle créée par la révolution, qui exercera une influence plus grande sur l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne que les armées impérialistes de la France bourgeoise. La révolution en France non seulement portera la décomposition dans l'armée allemande, mais stimulera dans une mesure inouïe l'élan révolutionnaire du prolétariat russe ».

Pierre RIMBERT.

« Si vous allez chasser tous les gens insuffisamment dociles, mais intelligents, et que vous ne laissez chez vous que des imbéciles dociles, vous tuerez SUREMENT le parti. »

(De la lettre de Lénine à Boukharine et Zinoviev de 1923 ; cité par Boukharine au VI^e congrès de l'Internationale Communiste en 1928.)

Camarades, après avoir lu la revue, passez-là aux autres, expliquez-leur pourquoi faut-il lire « Que Faire ? ».

Envoyez-nous des listes des camarades susceptibles de s'abonner à « Que Faire ? », nous leur ferons le service d'essai gratuit.

Union sacrée ou défaitisme

Avant-guerre, les congrès socialistes divisaient les Nations en Nations socialement avancées et socialement retardataires. Comme les premières se trouvaient, en principe, infériorisées sur le terrain militaire puisque la lutte pour l'antimilitarisme et l'internationalisme devait y être plus développée, ils entendaient combler la différence par l'armement de la nation et par l'aide internationale des prolétariats étrangers.

C'est pourquoi ils proclamaient que les travailleurs avaient le devoir de défendre le régime social avancé contre l'attaque de l'agresseur retardataire voulant détruire ce régime et prendre une partie ou la totalité du territoire. D'où découlèrent les mots d'ordre :

- 1° Défense nationale par le prolétariat du pays agressé.
- 2° Grève générale et insurrection du prolétariat du pays agresseur.
- 3° Soutien du pays agressé par tous les prolétariats du monde.
- 4° Aucune aide au pays agresseur du prolétariat international.

Toute l'argumentation tenait dans la détermination du pays agresseur :

Les Français diront que c'était aux Allemands de faire l'insurrection car leur Gouvernement faisait envahir la Belgique et la France. Les Allemands affirmeront que c'était aux Français de faire la grève générale, puisque leur Gouvernement soutenait l'impérialisme le plus réactionnaire qui envahissait la Prusse orientale.

Le résultat final fut la boucherie de 1914-18 et cela parce que de tous les côtés les partis sociaux-démocrates se trouvaient à la remorque de leur propre gouvernement et que chaque parti attendait que le voisin commence la révolution.

Va-t-on recommencer ce petit jeu ?

On nous dit : Le pays le plus retardataire au point de vue social, l'Allemagne hitlérienne, sera l'agresseur des pays les plus avancés, la France démocratique et l'U.R.S.S. socialiste. Comme avant-guerre, il va falloir que ces deux pays pratiquent l'Union Sacrée et la défense nationale, que le prolétariat allemand refuse de soutenir son gouvernement de proie en faisant l'insurrection et la grève générale et que le prolétariat des pays neutres soutiennent la France et l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne.

Où se trouve la différence avec les mots d'ordre socialiste d'avant-guerre ? Pour ma part, je ne la vois pas.

Lorsqu'on envisage le problème de la guerre qui se prépare, la première chose à faire est de rejeter toute solution similaire à celle des congrès socialistes d'avant-guerre. Ces solutions, on les connaît suffisamment et il faut les laisser au musée des antiquités socialistes.

Ensuite, il faut bien se garder de poser le problème sur une seule face, celle de l'alliance franco-soviétique, mais bien sur l'ensemble de la situation générale de l'Europe et même mondiale.

Le traité de Versailles, en voulant démanteler la puissance germanique, n'a réussi qu'à former un puissant foyer de guerre au centre de l'Europe. Un simple coup d'œil sur la carte suffit pour s'en rendre compte. Il y a là trois pays qui n'ont aucun débouché sur la mer et qui, par conséquent, ne peuvent vivre que sous la tutelle des pays qui les entourent. Ce sont l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Or dans ces trois pays qu'elle est la race la plus forte ? L'entends-je forte non pas au point de vue nombre mais influence. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à relire « Révolution et contre-révolution en Allemagne », d'Engels. Bien que les articles qui composent ce livre aient

été écrits il y a 84 ans, et qu'il faille tenir compte de la formidable influence qu'a acquise l'Allemagne pendant ce temps, ils sont suffisants pour comprendre d'une façon limpide l'infiltration allemande dans ces trois pays. Pour ne prendre que l'exemple de la récente élection de 44 députés hitlériens en Tchécoslovaquie. Engels explique (page 84), en parlant de la Bohême, « sur son propre territoire l'élément allemand avait fait de grands progrès; même dans la capitale, à Prague, les deux nationalités étaient mélangées à proportions égales; et partout le capital, le commerce, l'industrie et la culture intellectuelle étaient aux mains des Allemands » (souligné par moi).

Dans ces conditions, il est clair que ces pays soient profondément travaillés par l'influence allemande et qu'économiquement, ils aient tout intérêt à une alliance intime pour le passage de leurs marchandises, pour l'échange de leurs produits. La force économique de l'Allemagne est en fonction directe de leur développement et une intégration totale dans le territoire du Reich.

C'est d'ailleurs tout le problème de l'unité allemande et nous serions assez mal placés, si nous nous affirmons communistes, de vouloir nous opposer à cette liberté des peuples et des minorités ethniques à disposer d'eux-mêmes. C'est cette unité, cette constitution d'un bloc de 90 à 100 millions de Germains au centre de l'Europe que notre bourgeoisie nomme pangermanisme, alors qu'Hitler affirme, lui, que « le même sang appartient à un même Empire ».

Le pacte franco-soviétique est justement fait contre cette phrase. Empêcher, coûte que coûte, la réunion en un même Etat de tous les Allemands ! Hitler n'a aucun intérêt à la guerre pour l'instant, s'il s'arme, s'est justement parce qu'il sait fort bien que les Alliés n'accepteront jamais cette réunion. Pour l'instant, il se contente de manœuvrer attendant les fissures qui ne peuvent manquer de surgir dans le camp adverse (opposition entre le système socialiste de l'U.R.S.S. et le système capitaliste de la France et de ses Alliés, opposition entre la France et l'Italie au sujet de la primauté sur la Méditerranée et l'Afrique du Nord, entre l'Italie et l'Angleterre au sujet de l'Abyssinie, etc...). En attendant, il se pose en champion de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et c'est ce qui fait son succès auprès des Allemands du Reich et des pays avoisinants.

Mais faire la guerre au Reich pour l'empêcher de réunir en un même Empire ses minorités enlevées par le traité de Versailles ou pour empêcher l'Autriche de faire son union politique et économique avec l'Allemagne, réunion que la bourgeoisie alliée baptisera spoliation ou conquête hitlérienne n'est pas une tâche aussi aisée que de s'installer au Maroc. Est-ce que le prolétariat français consentira à se faire massacrer pour empêcher cette réunion ? Je n'en suis pas certain et il faudra lui fournir des raisons qui, je pense, seront diablement embrouillées et le fait que l'U.R.S.S. participera à cette guerre, que certains affirmeront que cette guerre du côté de l'U.R.S.S. sera une guerre « progressive » tandis que du côté de la France la guerre sera « réactionnaire », toutes ces « raisons » seront notoirement insuffisantes pour convaincre le prolétariat de notre pays de la nécessité d'aller couper la gorge aux Allemands, mêmes hitlériens.

Mais il y a la phrase de « Mein Kampf » qui suit immédiatement celle citée plus haut. « Lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands, s'il s'avère incapable de les nourrir, de la nécessité de ce peuple naîtra son droit moral d'acquiescer des terres étrangères. » C'est-à-dire marcher vers l'Est, vers l'Ukraine. Et en définitive, c'est pour cette raison lointaine que le pacte franco-soviétique a été signé, ce qui ne veut pas dire que seule l'U.R.S.S. soit menacée, la France l'étant autant.

Il reste donc à définir si la guerre aura lieu pour empêcher l'unité alle-

mande, c'est-à-dire les Alliés déclarant la guerre à l'Allemagne, ou bien si, l'unité allemande s'étant réalisée, ce sera l'Allemagne qui envahira l'Ukraine pour la coloniser tout en arrachant les dents de la France qui sont les mines de fer et de charbon du Nord et de l'Est de ce pays.

QUE FAIRE ? Le P.S. reste sur son ancienne position d'avant-guerre. Il faut défendre la « démocratie » contre l'hitlérisme, donc défense nationale et Union Sacrée ! Le P.C.F., pour l'instant, se masque derrière l'U.R.S.S. pour justifier la défense nationale. Très tendrement les rédacteurs de l'« Humanité » conseillent à tous les prolos de France et de Navarre d'aller se faire tuer pour la défense de l'U.R.S.S., ce qui n'empêche nullement le P.C.F. d'affirmer qu'il est contre les crédits de guerre et contre l'armée. Peut-être espère-t-il que la prochaine se passera à coups de poing et de trique ! Mais nous connaissons cette position contradictoire, les socialistes d'avant-guerre nous l'ont jouée assez longtemps. Ils ont même fait une sérieuse campagne contre les trois ans, ce que le P.C.F. n'a pas encore fait, mais il ne faut pas désespérer car si les « tournants » avaient lieu, dans les années passées, tous les six mois, cette année, ils ont lieu tous les mois et lorsque cet article paraîtra le P.C.F. aura peut-être une position diamétralement opposée à celle qu'il a aujourd'hui.

Donc en cas de guerre, pour des motifs différents, le P.S. et le P.C. nous conseillent l'union sacrée, mitigée il est vrai, pour le second, par la prise du pouvoir lorsque les travailleurs auront les armes, de transformer la guerre « impérialiste » en guerre « révolutionnaire » et cette fois... scrongneugneu, aller à Berlin mettre Hitler dans une cage de fer...

Mais il n'est pas suffisant de dire « transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire », tout comme Lénine, il faut voir comment cette guerre va se dérouler et quelles seront les conséquences du mot d'ordre.

En 1815 il y avait un travailleur pour deux combattants ; en 1870 ces chiffres étaient inversés et en 1914 il y avait plus de trente travailleurs par combattant ! Dans la prochaine guerre, quelles seront les proportions ? Avec les avions sans pilote dirigés par les ondes herziennes, les fusées stratosphériques, les cuirassés terrestres, les canons tirant à des centaines de kilomètres, les gaz, les bacilles, les rayons infra-rouge, etc., etc... comment dans cette sarabande de moyens de destruction ultra perfectionnés les ouvriers auront-ils les armes ? Les auront-ils et dans quelle proportion ? Combien d'entre-eux seront rivés à une chaîne quelconque d'usine de guerre produisant à grand rendement ?

Dans un tel déchaînement de forces scientifiques et meurtrières, prétendre faire la révolution équivaut à provoquer la défaite totale du pays qui le premier la fera ! Vouloir reprendre ensuite la guerre après la défaite sous la forme de « guerre révolutionnaire » c'est ne pas se souvenir de l'exemple russe de 1917-18.

Il ne peut donc y avoir que deux solutions en présence : UNION SACRÉE ou DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE. Ou bien faire la guerre jusqu'au bout sous la direction de la bourgeoisie française, écraser le prolétariat allemand par le fer et par le feu, (Hitler saura toujours bien se sauver comme Guillaume II en 1918) faire massacrer le prolétariat français jusqu'au dernier dans cette guerre sans merci et sauver ainsi l'U.R.S.S. et son régime, ou bien pratiquer ouvertement et dès maintenant le défaitisme révolutionnaire en prévoyant l'organisation de la grève générale, l'arrêt de la fabrication des engins de guerre, l'arrêt des transports, la fraternisation des combattants sous toutes ses formes.

JEAN-JACQUES.

Une nouvelle opposition en Pologne

Le mouvement oppositionnel à la politique de la direction officielle du P.C. de Pologne a commencé à se développer en 1932 sous l'influence des événements allemands. Deux groupes surgirent se partageant les adhérents dans la plus forte organisation du Parti, celle de la capitale. C'étaient un groupe trotskyste et un groupe idéologiquement rapproché des brandlériens en Allemagne. Les deux tendances avaient une influence assez forte à Varsovie, mais surtout parmi les ouvriers juifs qui, du reste, dans les dernières années constituent le seul élément actif dans le P.C. Les Trotskystes, dans leur évolution ultérieure, suivant les instructions de leur chef, adoptant la plateforme de la 4^e Internationale, se détachaient de plus en plus des ouvriers qui suivent le P.C. Aujourd'hui, au sein de l'organisation, on discute le problème de l'adhésion au « Bund » (parti socialiste juif). Cette perspective a des partisans nombreux.

Le groupe brandlérion (appelé « abiste » du nom de son fondateur), menait jusqu'à ces derniers temps, une vie rachitique, se refusant « pour ne pas nuire au prestige du Parti et de l'I.C. » à faire une large propagande pour ses idées, n'éditant rien, se bornant aux discussions intérieures. A Varsovie, où au début il avait de très nombreux partisans, ce groupe perdit la plupart de ses sympathisants au profit des Trotskystes et en partie au profit du Parti. Mais dernièrement, un sang nouveau fut infusé aux brandlériens polonais. Un nouveau groupe qui leur est très proche idéologiquement, se constitua il y a un an et gagna assez rapidement du terrain. L'importance de ce nouveau groupe consiste, non dans son programme qui, comme nous le verrons tout à l'heure est d'une timidité rare, mais dans le fait qu'il groupe presque exclusivement les ouvriers polonais travaillant dans la grande industrie et pour la plupart ayant des traditions révolutionnaires. Il paraît qu'actuellement, ce groupe compte 150 adhérents, surtout à Varsovie et dans le bassin minier de Dombrowa. Il vient de fusionner avec l'ancien groupement « abiste ».

La plateforme du nouveau groupe (avant la fusion) est exposée dans les thèses soumises dans la « discussion » en vue du septième Congrès de l'I.C. On y trouve une appréciation sérieuse de la situation politique en Pologne et particulièrement de la situation dans le mouvement ouvrier. Les thèses considèrent que le trait distinctif de la position du prolétariat polonais actuellement, c'est son isolement de ses « alliés naturels » : paysannerie pauvre et peuples opprimés. Les thèses constatent la perte énorme d'influence du Parti dans les campagnes et en Ukraine et Russie Blanche occidentales. Cet isolement de la petite bourgeoisie a du reste un caractère international. « C'est là qu'il faut surtout chercher la cause de la défaite en Allemagne, Espagne, Autriche ».

Quant aux causes de la faiblesse du mouvement révolutionnaire en Pologne, actuellement le document les voit uniquement dans la politique « ultra-gauche » de la direction. Il s'efforce, en citant de nombreux exemples, de démontrer l'inconsistance, la stupidité, le caractère profondément nuisible de théories qui, depuis 1929, présidaient à toute activité du P.C. de Pologne. Malheureusement, le document se tait sur le fait indéniable que ce cours « ultra-gauche » ne fût pas appliqué seulement en Pologne, mais partout, URSS compris. Les camarades de la nouvelle opposition ne cherchent pas en général d'expliquer l'origine des maux qu'ils dénoncent. On voit qu'ils ne se sont pas encore décidés d'attaquer les « grandes autorités » qui restent pour eux tabou. La direction du

Parti a répondu aux thèses de la nouvelle opposition avec sa brutalité coutumière, les taxant de « contre-révolutionnaires ».

L'avenir proche montrera si la nouvelle opposition qui se compose sans doute d'éléments très précieux, saura surmonter sa peur, de tirer toutes les conséquences politiques de son attitude oppositionnelle. Dans ce cas, elle pourrait devenir un noyau du mouvement de rénovation à l'intérieur du P.C., attirant aussi les meilleurs éléments.

Une conférence contre l'Union Sacrée

Le 10 août aura lieu, à Paris, une Conférence nationale contre l'union sacrée, convoquée par une série d'organisations et de personnalités opposées à la déclaration de Staline.

Le 26 mai « Que Faire » a reçu l'invitation du camarade Serret, de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, d'y participer. Nous avons répondu par une acceptation de principe.

Entre temps, deux manifestes furent lancés par deux Comités d'organisation qui fusionnèrent le 25 juin. Nous n'avons signé aucun des manifestes. Notre position sur la guerre est exposée dans la revue et dans notre tract consacré à la déclaration de Staline.

Le 7 juillet, nous avons confirmé, dans une lettre adressée au camarade Louzon, secrétaire du Comité unique (54, rue du Château-d'Eau, Paris), notre décision de participer à la Conférence où nous nous proposons d'exposer notre point de vue, de le confronter avec ceux des autres participants.

*
**

Le 10 juillet a eu lieu à Paris, à la Salle Albouy, un meeting contre l'union sacrée, organisé par la Fédération unitaire de l'Enseignement, les Trotskyistes, les Doriotistes et autres. Il y avait 500 présents environ. Nous n'avons pas participé à ce meeting et nous n'approuvons pas les discours qui y furent faits, quoique de bonnes choses aient été dites.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce mouvement et de notre attitude envers lui.

*
**

Le Comité d'organisation de la Conférence Nationale contre la guerre et contre l'union sacrée, nous communique que cette Conférence aura lieu le **Samedi 10 août (après-midi)** et le **Dimanche 11 août**, dans la salle de l'Hôtel de ville de Saint-Denis.

L'ordre du jour de la Conférence est fixé ainsi :

1. .. La situation politique actuelle et les menaces de guerre après le pacte franco-soviétique et la déclaration de Staline.
2. .. Caractère qu'auraient les guerres à venir. Forme possible de l'union sacrée.
3. .. La solidarité internationale et les moyens de lutte contre la guerre.
4. .. Organisation d'un mouvement contre la guerre et contre l'union sacrée.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser aux secrétaires du Comité d'organisation, 54, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e.

Chassez les fascistes du XIV^e

Un groupe de communistes du 14^e nous fait parvenir l'article suivant avec prière d'insérer :

Dans tout le pays les fascistes assassins déploient une offensive en règle. Nous-mêmes, dans le 14^e, nous n'en sommes pas épargnés.

Les matraques fascistes rougissent les pavés de Plaisance prolétarien du sang de nos camarades. Et chaque jour, les assassins augmentent d'audace ; ils viennent nous provoquer ou nous attaquer jusque dans notre siège au 111, rue du Château.

C'est parce que nous les laissons faire.

Depuis le temps que ça dure, notre rayon communiste aurait dû organiser la contre-offensive : des manifestations de masse, meetings, mobilisation des prolos de Plaisance, pour chasser les fascistes de notre quartier rouge. Souvenez-vous l'an dernier la descente des J.P. chez nous. La contre-manifestation de masse organisée par le rayon leur a fait passer le goût de remettre ça pour un bon bout de temps.

Or, cette année, le rayon adopte une attitude tout à fait différente. Les descentes fascistes se succèdent. Le rayon ne riposte pas. Pire. Lors des bagarres à la vente des journaux, vers mi-juin, la direction du rayon a blâmé les camarades qui se sont courageusement défendus comme ils ont pu. On nous prêche le calme et le sang-froid. Est-ce ainsi que nous battons les fascistes ?

La faute n'est pas seulement au rayon. C'est la direction du Parti qui adopte cette attitude.

Notre riposte doit être à la mesure du renforcement formidable des ligues fascistes, qui ont fait de grands pas en avant dans la mobilisation, l'armement, le recrutement.

Ce n'est pas le calme, la dignité et les protestations aux préfets qu'il faut opposer. C'est la mobilisation de masse.

Nous, dans notre Plaisance, nous pouvons faire beaucoup. La population prolétarienne est exaspérée de voir le quartier envahi par des raids d'énergumènes venant d'on ne sait où. Elle est troublée par l'attitude du rayon qui n'organise pas la contre-attaque. Cette attente la démoralise. Elle est prête à répondre à l'appel du Parti. Cet appel n'a que trop tardé. Il faut qu'il vienne.

Les camarades communistes doivent exiger de la direction du rayon qu'elle organise une intense agitation autour du mot d'ordre : **Chassez les fascistes de Plaisance la Rouge.**

Qu'on mobilise toute la population laborieuse pour la défense des organisations et maisons ouvrières, pour la protection de nos vendeurs de journaux, et passant de la défense à l'offensive, pour la chasse aux bandes fascistes qui viennent nous provoquer.

Camarades, nous vous disons ici notre opinion, en dehors des réunions régulières des cellules. Si nous le faisons dans une assemblée, la direction nous fermerait la bouche et chercherait à nous discréditer (trotskistes, provocateurs et autres épithètes devenues d'un emploi si facile). Mais devant la gravité de la situation, nous préférons enfreindre la discipline et la légalité du Parti plutôt que de nous taire.

Ce que nous ne pouvons pas imposer à quelques-uns, tous ensemble, par une action simultanée, arriverons à le faire.

Il faut que le Parti abandonne l'attitude de soumission légaliste et adopte celle de lutte de masse. C'est le meilleur moyen de chasser les fascistes de Plaisance et de lutter victorieusement contre le fascisme en général.

Un groupe de communistes du 14^e.

Revue des Revues

CAHIERS DU BOLSHEVISME N° 13

Cette revue « théorique » du Parti est tombée à un niveau si bas qu'on cherche en vain un article d'où on pourrait tirer une idée intéressante, une explication approfondie de la politique du Parti. Et pourtant que de choses il y aurait à expliquer aux militants forcés de suivre sans broncher tous les tournants ! Front populaire (lire : bloc des gauches avec participation du P.C.), déclaration de Staline, abandon de la politique antimilitariste — ces sujets ne demandent-ils pas quelques commentaires plus riches que ne le donnent les articles de l'« Huma » ? Et pourtant, tout ce qu'on trouve dans « les Cahiers » sur ce sujet est d'une indigence de pensée pitoyable. C'est Maître Willard qui est chargé dans une « lettre à la rédaction » d'expliquer que « Staline a raison ». Voici un échantillon des arguments qu'il nous sert :

« Parole diplomatique ? Non pas. Concession au maquignon Laval ? Pas « davantage. Vérité concrète, vérité marxiste-léniniste, qu'il fallait proclamer » et que Staline devait proclamer lui-même, **précisément parce qu'il est Staline**, continuateur de Lénine et chef autorisé du parti bolchevik, du prolétariat mondial » p. 761 (soul. dans le texte).

Ainsi, l'approbation à la face du monde de la politique impérialiste de la France devient la « vérité marxiste-léniniste ». Peut-on compromettre davantage devant les ouvriers le mot « marxisme-léninisme » ?

La véritable idée de Willard, la seule d'ailleurs qu'on trouve dans son article, est celle-ci :

« Désapprouver les paroles de Staline c'est au fond condamner la seule « possibilité d'organisation de la paix dans la situation actuelle. » p. 762.

En langage plus clair, cela signifie : puisque nous avons perdu tout espoir de révolution en France, nous renonçons à la lutte révolutionnaire et ne comptons désormais que sur les canons et avions de l'impérialisme français. Dès lors, le « chef du prolétariat mondial » n'a-t-il pas raison de bénir ces canons et de céder devant toutes les exigences de l'impérialisme français en vue de lui assurer la paix sociale pendant la prochaine ?

« La Lumière » du 15 juin et « Vu » du 26 juin (article de Delaisi) publient des études documentaires du plus haut intérêt sur la Banque de France, cette citadelle de l'oligarchie financière française. 12 régents, dont plusieurs détiennent des charges en fait héréditaires, élus par 200 électeurs disposant chacun des actions valant au moins 1 million et demi, dominent le pays, dictent des lois au Gouvernement et à la Chambre, font la pluie et le beau temps. Delaisi montre avec précision comment la Banque de France a brisé les velléités d'indépendance d'un Flandin comme elle l'a fait en 1925 avec Herriot.

« Il faut mettre fin à ce régime. Il faut prendre cette Bastille » conclut « La Lumière » mais comment peut-on briser ce « mur d'argent » ? Là-des-

sus on ne trouve que des généralités ou des plans charlatanesques chez les pontifes du front populaire et pourtant c'est cela l'essentiel, le reste, ce n'est que des phrases.

« L'Effort », numéro 2 du 5 juin 1935) petit bulletin « socialiste et syndicaliste » édité à Dijon (Hérard, 35, rue Sambin) publie un article intitulé « Réflexions sur le Congrès de Mulhouse », dont voici quelques extraits.

D'abord une remarque sur la démocratie formelle dans le P.S. :

« Ce n'est que par un étrange abus de mots qu'on peut identifier ce verbiage à la véritable **démocratie**. Celle-ci consiste, en effet, à faire statuer de bas en haut toute l'organisation sur les problèmes essentiels de l'heure. Or, le Congrès n'a fixé sa position ni sur les questions monétaires, ni sur les questions diplomatiques, ni sur la question de la guerre ! On s'en remet pratiquement à la C.A.P. ou au groupe parlementaire. »

« L'Effort » note la continuité réformatrice du parti S.F.I.O. dans les questions fondamentales. Dans la question de la guerre, il observe :

« Il est remarquable que Paul Faure, faisant l'apologie du Parti depuis 1905, se soit refusé à condamner l'union sacrée de 1914. Pour la période présente, Blum a repris avec force sa phrase sur le prolétariat qui se lèverait tout entier en cas d'agression hitlérienne. Zyromski lui a donné raison et la grosse majorité des congressistes avec lui. Le Parti semble mûr pour mettre sac au dos et refaire « l'union sacrée ». Le cours nouveau du parti communiste a beaucoup aidé Blum dans la justification de son attitude. L'essentiel de son argumentation pourrait se résumer ainsi : « La preuve que j'avais raison, c'est que les communistes, après l'avoir combattu, ont adopté mon point de vue... Pour la majorité du Parti, « Staline a raison » dans les grandes lignes. On ne lui donne tort que dans son approbation des deux ans, et encore est-ce d'un point de vue technique, parce qu'on estime que les deux ans ne sont pas la bonne manière d'assurer la défense du pays. En somme, l'union sacrée est d'ores et déjà décidée ».

Enfin, cette remarque sur l'unité :

« L'attitude nouvelle du parti communiste sur la question de la guerre, sa politique opportuniste dans le pays et au Parlement ont comblé le fossé qui le séparait du parti socialiste. Plus exactement, cela a rallié à l'idée d'unité les éléments de droite du parti socialiste. La gauche était déjà pour cette fusion et la droite n'y voyait plus de difficultés essentielles. Par suite de ce renversement des positions communistes et socialistes, l'unité qui risquait de se faire contre la droite, risque maintenant de se faire contre l'extrême-gauche. »

Boîte aux Lettres

De la lettre du camarade F..., mineur, (Belgique) :

Je vous écris pour vous faire savoir que j'ai bien reçu « Que Faire ? », je vous en remercie beaucoup et je vous dirai que je suis d'accord avec pour combattre cette méthode de Staline... Si vous pouviez me faire parvenir un colis de brochures pour faire de l'agitation, je serai bien content de me mettre à votre disposition. Je vois qu'ici, en Belgique, cela va bien mal aussi... Recevez le salut de ma cellule du Parti communiste belge.

Le camarade Reiland (Luxembourg) nous écrit :

Qu'il approuve complètement l'attitude devant la guerre définie dans le

n° 4 de « Que Faire ? », « sans méconnaître toutefois .. ajoute-t-il .. les dangers et difficultés terribles de cette attitude. Combattre à la fois, avec succès, Hitler et la bourgeoisie française me paraît, en effet, très périlleux. Pour mener à bien cette tâche, il faudrait avoir des chefs expérimentés, très capables, d'un grand prestige et d'une autorité incontestable. Où sont-ils ces chefs ? Si j'approuve donc votre théorie bonne et INDISPENSABLE, j'ai de très vives inquiétudes au sujet des réalisations futures.

De la lettre du camarade W. (Paris) :

Je viens de lire votre tract : « Contre l'union sacrée. Pour la défense de l'U.R.S.S. » qui m'a vivement frappé parce qu'il exprime exactement ce que moi aussi je pense à propos de la nouvelle tactique de l'I.C. en ce qui concerne la question de la guerre. Vos mots d'ordre sont tout à fait justes, excepté le dernier : « pour l'élection des officiers par le peuple » qui est à mon avis inapplicable, vu les circonstances et les possibilités d'action d'aujourd'hui. Il pourrait créer de dangereuses illusions dans les masses ouvrières.

De la lettre du camarade G. C. (banlieue) :

Adhérent depuis 1934 au parti, j'ai été désillusionné du changement brusque de la tactique pratiquée par nos dirigeants. Je cherche à m'instruire et à comprendre où est la vérité ; c'est pourquoi votre opuscule m'a plu ; je continuerai à lire votre revue par la suite très probablement.

De la lettre du camarade L. A. (province) :

Après les déclarations surprenantes de l'I.C. et du C.C. du P.C.F. (discours de Thorez, « Huma » 24 mai) la revue est appelée à avoir une très grande influence et peut dès maintenant ORGANISER l'opposition... en se basant tout d'abord sur deux points : 1. défense de l'internationalisme prolétarien ; 2. discussion et démocratie dans le parti. Je dis deux points seulement, car pour l'instant ce sont ceux qui nous permettront de gagner à nous une grosse partie des adhérents du P.C. Nous verrons après à préciser davantage nos désaccords. Agir également pour obtenir la convocation la plus rapide possible d'une conférence nationale avec au préalable discussion à la base et dans les organes intérieurs (Cahiers du Bolchevisme)... Je suis 100 p. 100 d'accord avec votre revue. Veuillez à rendre les articles moins indigestes (plus nombreux, plus courts).

Le Cam. A. J. (Province), nous écrit entre autres :

Je suis de ceux que les paroles de Staline, la politique de l'I. C. et leurs incidences sur le mouvement ouvrier français ont profondément troublé. Je n'ai d'autre part aucune affinité avec ce que l'on appelle le Trotskysme ou avec l'anarcho-syndicalisme. Je pense que fort comme il l'est et idéologiquement armé comme il l'est, le parti possède en lui-même son ressort redresseur. J'éprouve l'impérieux besoin de réaliser la liaison avec ceux que ne neutralise point la discipline aveugle et que ne paralyse point la confiance « a priori ».

Le « Drapeau Rouge », organe du parti communiste belge, nous ayant attaqué, voici le texte de la lettre que nous lui avons adressée le 21 juin :

Dans le numéro 23 du « Drapeau Rouge » du 8 juin 1935, vous mentionnez « Que Faire ». Vous avez commis une série d'inexactitudes que vous voudrez, sans aucun doute, corriger, afin de ne pas induire en erreur vos lecteurs.

1° « Que Faire » n'est pas une brochure, mais une revue mensuelle dont le n° 7 de juillet est actuellement sous presse ;

2° Ce n'est pas une revue trotskiste, mais une revue éditée par un groupe de camarades, membres du Parti Communiste Français. Ses raisons d'être sont expliquées dans le n° 1-2 de 1934 et sur le verso de la couverture de chaque numéro.

3° Vous qualifiez nos arguments « d'arguments les plus immondes des ennemis du communisme ».

Injurier ou brûler n'est pas répondre. Nous attendons avec intérêt votre démonstration comme quoi nous avons tort. Si vous êtes capable de la fournir, nous sommes prêts de la publier dans notre revue, malgré le peu de place dont nous disposons.

Naturellement, « Le Drapeau Rouge » n'a pas publié notre mise au point et n'a pas accepté notre proposition d'une discussion loyale. C'est l'aveu de mauvaise foi évidente. Voilà la conclusion qui s'impose à chaque camarade conscient.

ATTENTION...

Le prochain numéro de QUE FAIRE ? paraîtra dans le courant du mois de septembre et sera consacré au mouvement syndical, étant donné les deux assises confédérales.

Chaque militant révolutionnaire se fera un devoir de le lire afin de connaître qu'elle doit être l'attitude des communistes dans les Syndicats.

Le Gérant : G. RUCAR.



Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10°)

